

Alors que les changements climatiques empirent la vie, les Africains attendent des parties prenantes qu'ils intensifient leurs efforts

Dépêche No. 717 d'Afrobarometer | Alfred Kwadzo Torsu et Matthias Krönke

Résumé

Les changements climatiques sont l'un des défis les plus pressants auxquels l'Afrique est confrontée aujourd'hui. Le continent est responsable de moins de 3% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, mais il est l'une des régions les plus vulnérables aux changements climatiques, dont il devrait subir certains des impacts les plus graves (Notre Dame Global Adaptation Initiative, 2023). Selon le dernier rapport du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) des Nations Unies, des hausses de température imputables aux changements climatiques dus à l'homme ont été détectées dans toute l'Afrique, et plusieurs régions se sont réchauffées plus rapidement que la moyenne mondiale (Trisos et al., 2023). L'élévation du niveau de la mer a rendu les villes d'Afrique de l'Est, de l'Ouest et du Nord particulièrement vulnérables, et les variations des régimes pluviométriques ont aggravé les sécheresses et les inondations sur l'ensemble du continent.



Ces changements ont eu des effets désastreux sur la vie des gens, leurs moyens de subsistance et l'environnement, aggravés par les faibles capacités d'adaptation de l'Afrique. En 2022, l'Afrique du Nord a été frappée par des chaleurs extrêmes, alimentant des incendies de forêt en Algérie et en Tunisie. La Corne de l'Afrique a connu sa pire sécheresse depuis 40 ans. En Somalie, près de 1,2 million de personnes ont été déplacées en raison des effets catastrophiques de la sécheresse sur les moyens de subsistance des éleveurs et des agriculteurs (Organisation Météorologique Mondiale, 2023). Des cyclones tropicaux ont semé la mort et la destruction au Mozambique et au Malawi (Davies, 2022). Ces répercussions ne se limitent pas aux zones rurales : 70% environ des villes africaines sont très vulnérables aux chocs climatiques (Gu, Gerland, Pelletier & Cohen, 2015 ; Trisos et al., 2023). Les coûts humains des changements climatiques devraient s'accroître au cours des prochaines décennies. Selon le rapport du GIEC, « de nombreux pays africains devraient faire face à des risques aggravés liés à la réduction des productions alimentaires (cultures, élevage et pêche), à la hausse de la mortalité due à la chaleur, à la perte de productivité de la main-d'œuvre due à la chaleur et aux inondations dues à l'élévation du niveau de la mer, en particulier en Afrique de l'Ouest » (Trisos et al., 2023, p. 1290).

Il urge donc que les pays africains renforcent d'urgence leurs capacités de résistance et d'adaptation aux changements climatiques (Stringer et al., 2023). Cela nécessitera des ressources financières et des interventions coordonnées en Afrique de la part des gouvernements, des entreprises, de la société civile et des citoyens lambda. Malheureusement, les pays développés, qui contribuent le plus au réchauffement de la planète, n'ont pas encore honoré leur promesse de mobiliser des fonds suffisants pour l'action climatique en Afrique (OCDE, 2023). Mais même si les promesses existantes étaient

tenues, elles devront être accompagnées d'interventions de la part des pays africains pour atténuer efficacement les effets des changements climatiques.

Lors du récent Sommet Africain sur le Climat (2023) qui s'est tenu à Nairobi, au Kenya, les dirigeants africains ont de nouveau insisté sur la nécessité d'accélérer et d'intensifier les mesures d'adaptation au climat. Le renforcement des capacités nationales à répondre à la gravité croissante des impacts climatiques nécessite l'adhésion des citoyens et des dirigeants politiques (Centre mondial sur l'adaptation, 2023), ce qui dépend de la conscience des changements climatiques et de la compréhension des risques climatiques par le public.

Les résultats du dernier round d'enquêtes menées par Afrobarometer dans 39 pays africains révèlent qu'au cours de la dernière décennie, de nombreux Africains ont connu des sécheresses et des inondations plus sévères. Cependant, ces expériences ne se traduisent pas nécessairement par une plus grande prise de conscience de la menace : Seule la moitié des répondants déclarent avoir entendu parler des changements climatiques.

Parmi les citoyens qui ont conscience des changements climatiques, la plupart attendent de leur gouvernement qu'il prenne l'initiative de s'attaquer à leurs causes et à leurs conséquences, et qu'il le fasse de manière plus décisive qu'il ne l'a fait jusqu'à présent. Ils sont prêts à soutenir les mesures gouvernementales visant à atténuer les changements climatiques, même si elles sont onéreuses ou préjudiciables à l'économie.

Mais les Africains attendent également « beaucoup plus » d'actions en faveur du climat de la part des entreprises et des industries, des pays développés et des citoyens lambda, ce qui montre bien qu'ils considèrent les changements climatiques comme un enjeu commun à toute la planète.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 9 (2021/2023) couvrent 39 pays. (Voir le Tableau A.1 en annexe pour la liste des pays et des dates des travaux de terrain.)

Les partenaires nationaux d'Afrobarometer réalisent des entretiens en face à face dans la langue de choix du répondant avec des échantillons représentatifs au niveau national qui produisent des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-2 à +/-3 points de pourcentage à un taux de confiance de 95%.

Cette analyse repose sur 54.436 entretiens dans 39 pays enquêtés. Les données sont pondérées de façon à obtenir des échantillons nationaux représentatifs. Pour les moyennes multi-pays, tous les pays sont pondérés à égalité (plutôt que proportionnellement à la taille de la population).

Résultats clés

Sécheresses et inondations :

- Des proportions significatives d'Africains déclarent que les sécheresses (47%) et les inondations (35%) ont empiré dans leur région au cours de la dernière décennie.
 - Les citoyens ruraux et pauvres sont particulièrement susceptibles de signaler des sécheresses de plus en plus intenses, tout comme les travailleurs du secteur agricole.

- L'aggravation des sécheresses est la plus préoccupante à Madagascar (86%), au Cabo Verde (80%), au Niger (73%) et en Tunisie (69%), tandis que les inondations plus graves sont le plus souvent signalées au Lesotho (73%), à Maurice (68%), en Gambie (62%) et au Niger (62%).

Conscience des changements climatiques :

- En moyenne à travers 39 pays, la moitié environ (51%) des répondants déclarent avoir entendu parler des changements climatiques.
 - La conscience des changements climatiques varie de 22% en Tunisie à 80% aux Seychelles. Elle est particulièrement faible parmi les citoyens économiquement défavorisés et moins instruits, les résidents ruraux et les femmes.

Effets des changements climatiques :

- Parmi les personnes qui ont conscience des changements climatiques, plus de sept sur 10 (72%) déclarent qu'ils détériorent les conditions de vie dans leur pays. C'est l'opinion majoritaire dans 34 des 39 pays sondés, jusqu'à 91% des citoyens à Madagascar.

Lutte contre les changements climatiques :

- Parmi les personnes qui ont conscience des changements climatiques :
 - Environ trois quarts des répondants affirment que les citoyens peuvent contribuer à atténuer les changements climatiques (77%) et que leur gouvernement devrait agir dès maintenant pour atténuer les changements climatiques, même à très grands frais (74%).
 - La plupart des gens attribuent la responsabilité principale de la lutte contre les changements climatiques à leur gouvernement (44%) ou aux citoyens lambda (30%).
 - De grandes majorités exigent « beaucoup plus » d'actions contre les changements climatiques de la part de leur gouvernement (77%), des pays développés (71%) et du monde des affaires (69%).

Performance gouvernementale dans la lutte contre les changements climatiques :

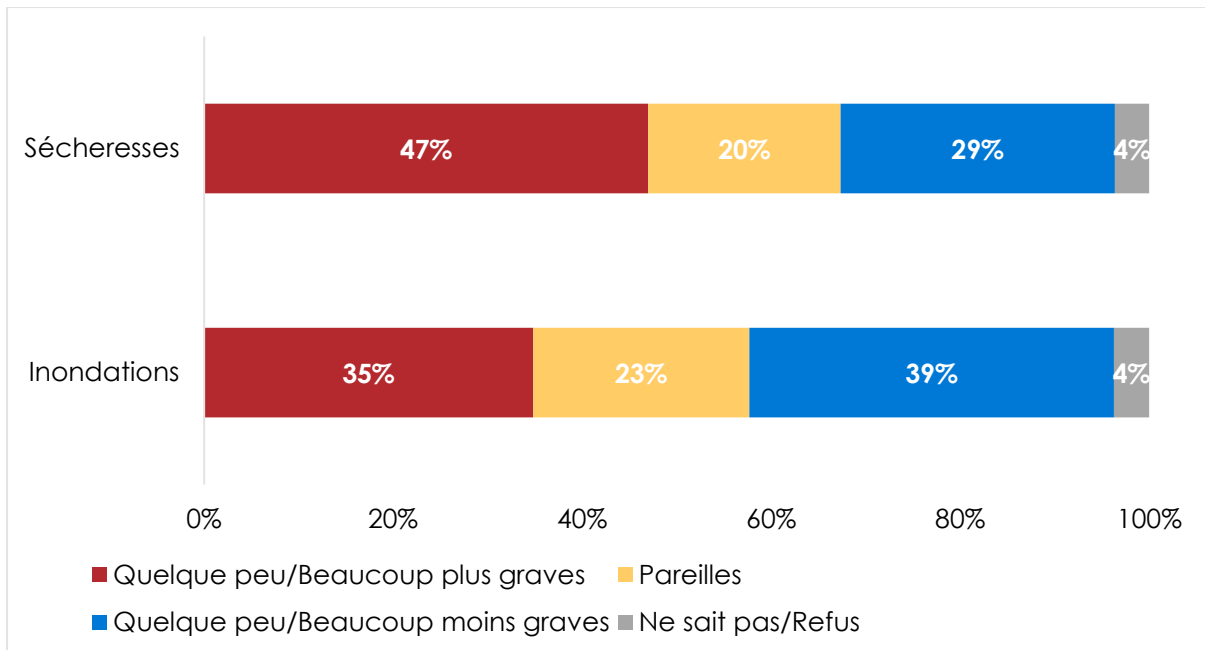
- Seul un tiers environ des Africains (36%) déclarent que leur gouvernement s'attaque « plutôt bien » ou « très bien » à la question des changements climatique.

Gravité des sécheresses et des inondations

Avant d'interroger les répondants au sujet des changements climatiques, les enquêteurs se sont penchés sur leurs expériences des conditions météorologiques extrêmes. En moyenne, dans les 39 pays sondés entre fin 2021 et mi-2023, près de la moitié (47%) des répondants affirment que les sécheresses sont devenues « un peu plus graves » ou « beaucoup plus graves » dans leur région au cours des 10 dernières années. Trois répondants sur 10 (29%) affirment que les sécheresses sont devenues moins graves, tandis que 20% ne signalent aucun changement (Figure 1).

En ce qui concerne les inondations, un tiers environ (35%) des répondants déclarent qu'elles se sont aggravées, mais ils sont plus nombreux (39%) à dire qu'elles sont devenues moins graves, tandis que 23% considèrent que la situation est restée inchangée.

Figure 1 : Gravité des sécheresses et inondations | 39 pays | 2021/2023



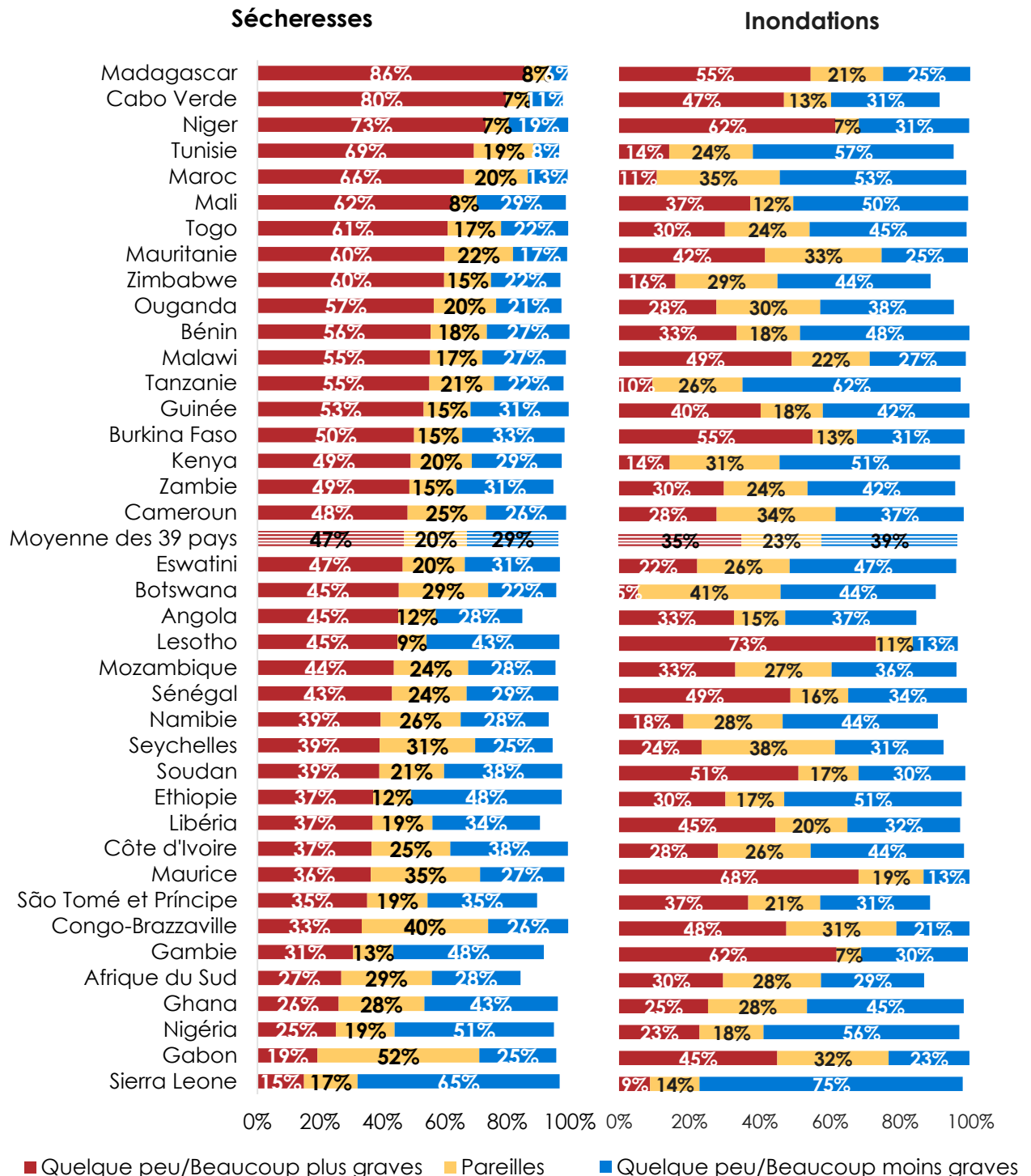
Questions posées aux répondants : D'après vos expériences, durant les 10 dernières années, y a-t-il eu des changements dans la gravité des éléments suivants dans la région où vous vivez ? Sont-ils devenus plus graves, moins graves, ou sont-ils demeurés pareils ?

L'ampleur des sécheresses et des inondations rapportées par les Africains varie considérablement d'un pays à l'autre (Figure 2). Dans 15 des 39 pays sondés, au moins la moitié des répondants constatent une aggravation des sécheresses, en particulier à Madagascar (86%), au Cabo Verde (80%), au Niger (73%) et en Tunisie (69%). En revanche, la majorité en Sierra Leone (65%) et au Nigéria (51%) font état d'une tendance inverse, à savoir des sécheresses moins graves.

L'aggravation des inondations, quant à elle, préoccupe surtout les citoyens du Lesotho (73%), de Maurice (68%), de la Gambie (62%) et du Niger (62%), tandis que la majorité fait état d'inondations moins graves en Sierra Leone (75%), en Tanzanie (62%), en Tunisie (57%), au Nigéria (56%), au Maroc (53%), en Ethiopie (51%) et au Kenya (51%).

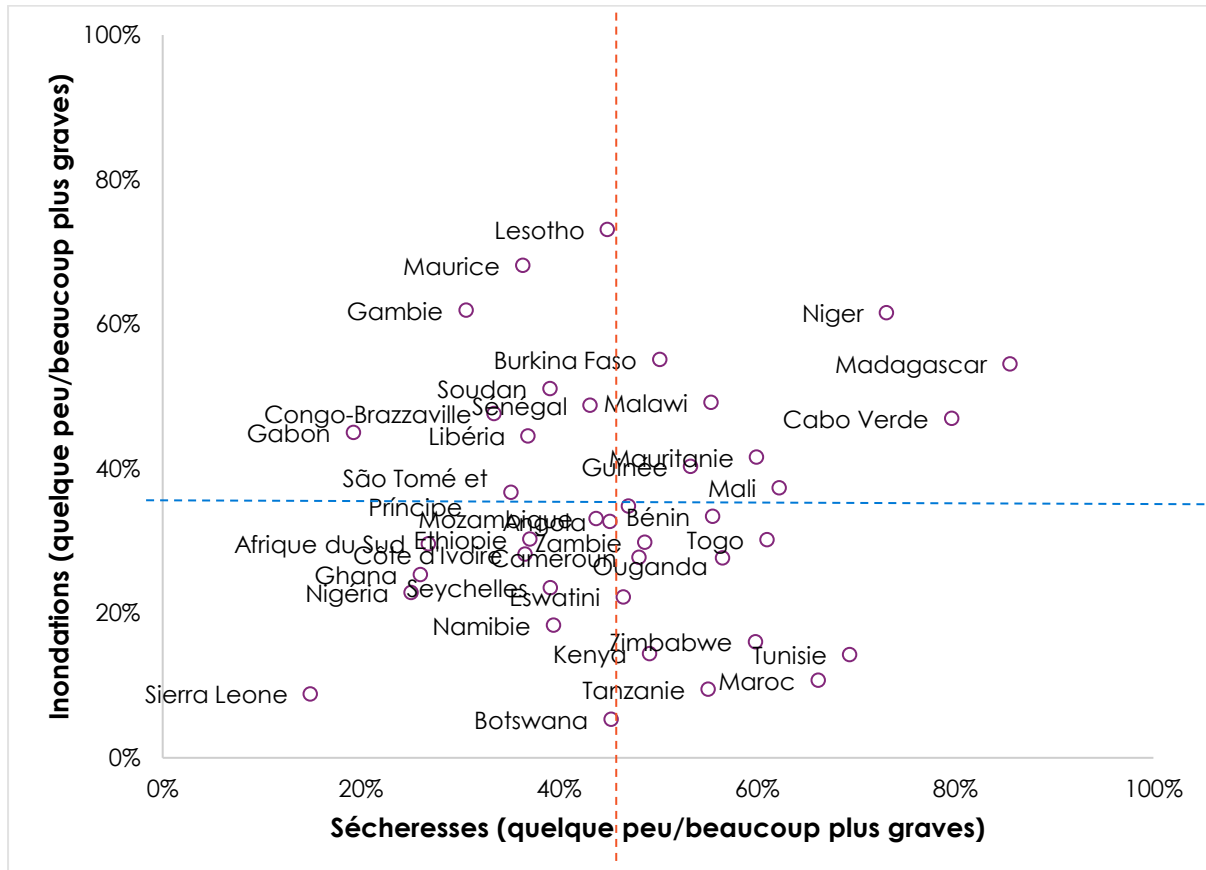
La Figure 3 illustre les profils de réponse au niveau national en ce qui concerne la perception de l'aggravation des sécheresses et des inondations. Les pays situés dans le quartile inférieur droit, comme la Tunisie et le Maroc, signalent essentiellement une aggravation des sécheresses. Dans le quartile supérieur gauche, des pays comme Maurice et la Gambie font surtout état d'une aggravation des inondations. Dans le quartile supérieur droit se trouvent les pays où un grand nombre de citoyens signalent une aggravation à la fois de la sécheresse et des inondations, tels que Madagascar, le Cabo Verde et le Niger. Dans le quartile inférieur gauche se trouvent les pays où relativement peu de répondants perçoivent une intensification de la gravité de l'un ou l'autre phénomène, comme la Sierra Leone et le Nigéria.

Figure 2 : Gravité des sécheresses et inondations | 39 pays | 2021/2023



Questions posées aux répondants : D'après vos expériences, durant les 10 dernières années, y a-t-il eu des changements dans la gravité des éléments suivants dans la région où vous vivez ? Sont-ils devenus plus graves, moins graves, ou sont-ils demeurés pareils ?

Figure 3 : Aggravation croissante des sécheresses et inondations | 39 pays
 | 2021/2023



Les points de données reflètent les moyennes nationales pour le pourcentage de répondants qui déclarent que les sécheresses et les inondations sont devenues « quelque peu plus graves » ou « beaucoup plus graves » au cours de la dernière décennie. La ligne pointillée rouge représente la moyenne des sécheresses pour les 39 pays ; la ligne pointillée bleue représente la moyenne des inondations dans 39 pays.

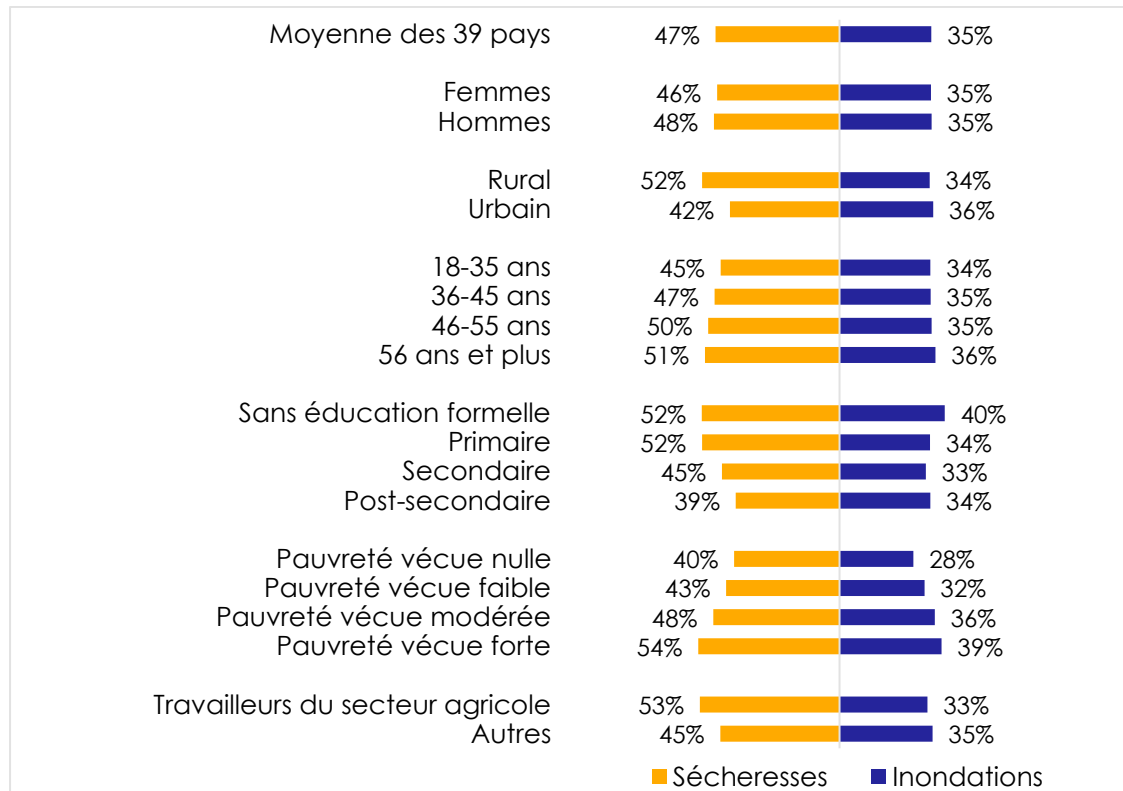
La perception de la gravité des phénomènes météorologiques pourrait également varier en fonction des conditions de vie personnelles et des caractéristiques démographiques. Par exemple, les personnes vivant de la terre pourraient être plus sensibles aux changements climatiques et donc plus susceptibles de signaler une aggravation des sécheresses. En effet, les données montrent que la perception d'une aggravation des sécheresses est plus fréquente chez les résidents ruraux (52%, contre 42% des citadins) et chez les répondants qui travaillent dans le secteur agricole (53%, contre 45% de ceux qui ne travaillent pas dans ce secteur) (Figure 4).

En outre, les personnes qui connaissent des niveaux élevés de dénuement matériel¹ signalent une aggravation des sécheresses dans des proportions plus élevées que celles qui ne

¹ L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Patel (2022) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

connaissent pas de pauvreté vécue (54% contre 40%). Il en va de même pour les citoyens scolarisés au niveau primaire ou moins (52%) par rapport à ceux qui ont au moins le niveau secondaire d'éducation (39%-45%). Le statut économique et le niveau d'éducation présentent une tendance similaire en ce qui concerne les inondations, ce qui suggère peut-être que les personnes défavorisées sont particulièrement exposées à des conditions météorologiques extrêmes.

Figure 4 : Sécheresses et inondations graves | par groupe démographique
| 39 pays | 2021/2023



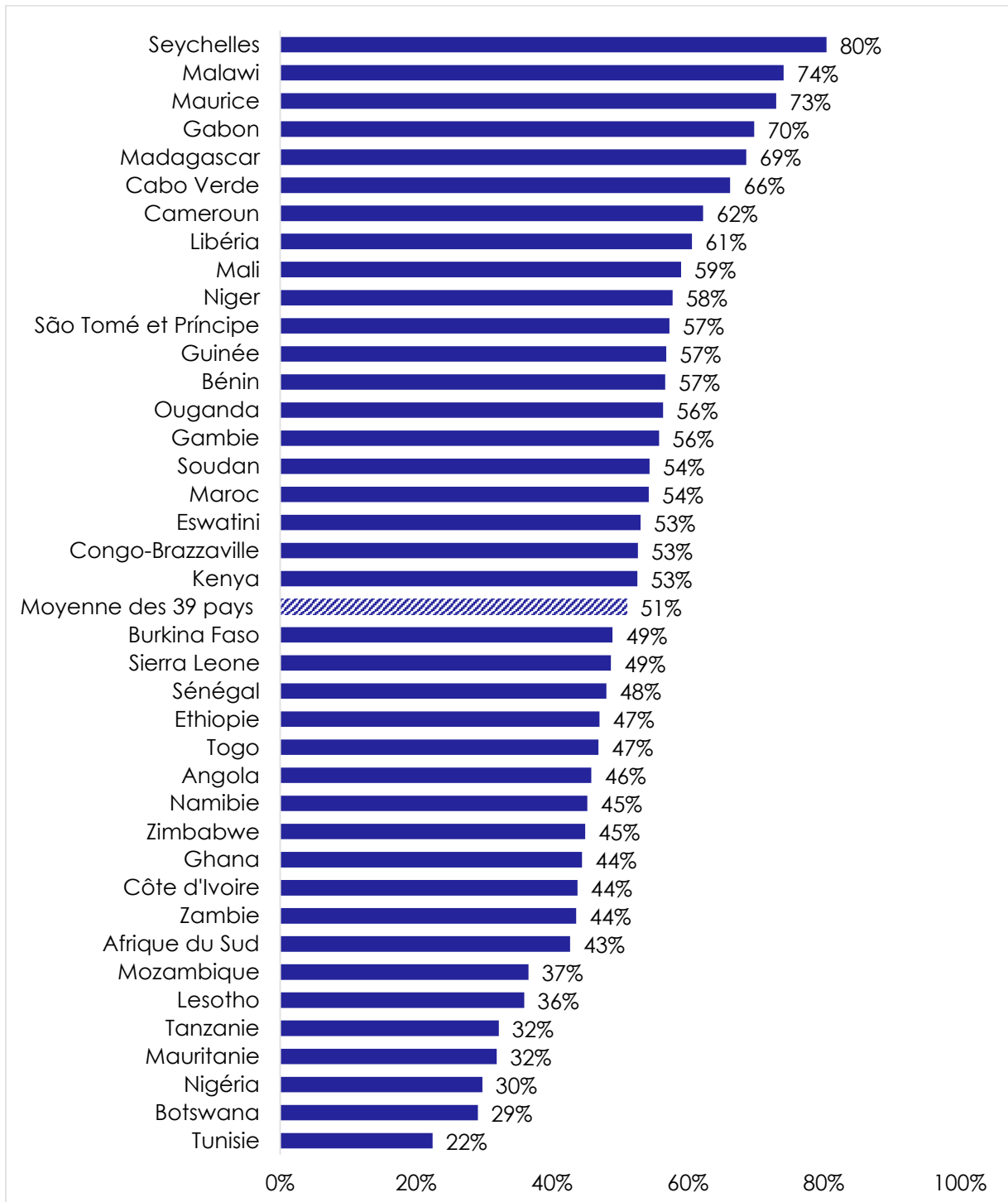
Questions posées aux répondants : D'après vos expériences, durant les 10 dernières années, y a-t-il eu des changements dans la gravité des éléments suivants dans la région où vous vivez ? Sont-ils devenus plus graves, moins graves, ou sont-ils demeurés pareils ? (% qui disent « quelque peu plus graves » ou « beaucoup plus graves »)

Conscience des changements climatiques

La perception des changements de temps, tels que l'aggravation des sécheresses et des inondations au fil du temps, pourrait contribuer à la volonté des gens de soutenir les actions visant à atténuer les conséquences négatives des changements climatiques causés par l'homme et/ou à s'y adapter. Mais la conscience des changements climatiques englobe une compréhension plus complète des changements climatiques qui pourrait dépendre des informations reçues grâce à l'éducation, aux médias ou aux campagnes menées par les activistes et les gouvernements.

En moyenne, dans 39 pays, la moitié environ (51%) des citoyens déclarent avoir entendu parler des changements climatiques (Figure 5). La conscience des changements climatiques est relativement élevée dans les petits Etats insulaires tels que les Seychelles (80%), Maurice (73%) et le Cabo Verde (66%), ainsi qu'au Malawi (74%), au Gabon (70%) et à Madagascar (69%). En revanche, moins d'un tiers des citoyens sont familiers avec cette notion en Tanzanie (32%), en Mauritanie (32%), au Nigéria (30%), au Botswana (29%) et en Tunisie (22%).

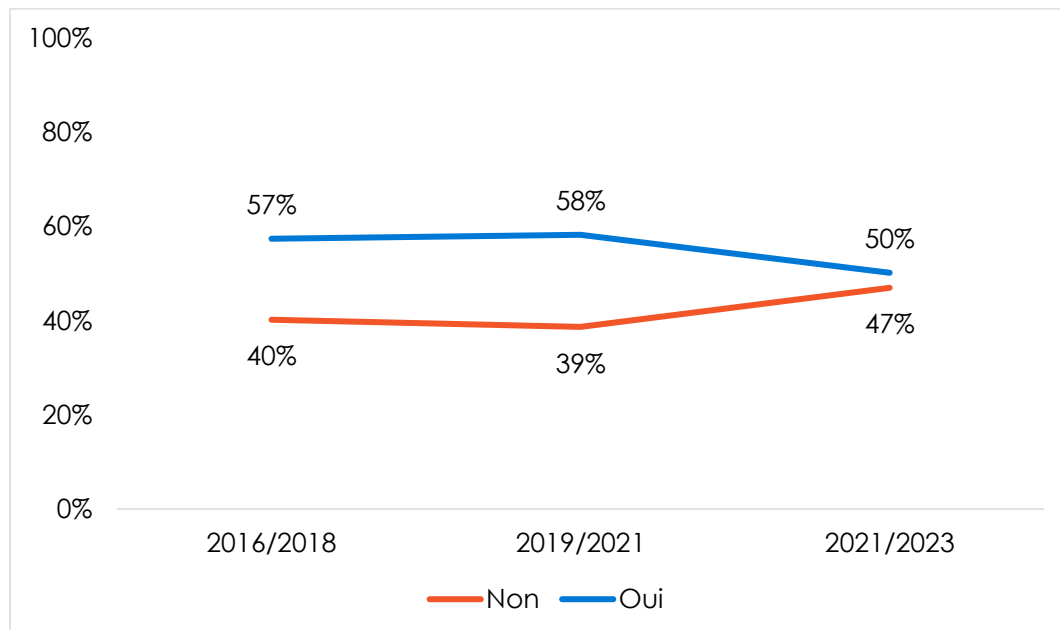
Figure 5 : Conscience des changements climatiques | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : Avez-vous entendu parler des changements climatiques, ou n'en avez-vous pas encore eu la chance d'en entendre parler ? (% qui disent « oui »)

En moyenne, dans les 32 pays régulièrement sondés dans le cadre des rounds 7 (2016/2018), 8 (2019/2021) et 9 (2021/2023) d'Afrobarometer, la conscience des changements climatiques a en réalité régressé de 7 points de pourcentage (Figure 6).

Figure 6 : Conscience des changements climatiques | 32 pays | 2016-2022



Question posée aux répondants : Avez-vous entendu parler des changements climatiques, ou n'en avez-vous pas encore eu la chance d'en entendre parler ?

En comparant les évolutions au niveau national de la conscience des changements climatiques entre les rounds 7 et 9, nous constatons que la conscience s'est accrue dans trois pays (Madagascar, Sierra Leone et Libéria), que sept pays ont des niveaux de conscience pratiquement identiques, et que 24 pays ont vu leur niveau de conscience des changements climatiques régresser, y compris des chutes de plus de 20 points de pourcentage au Zimbabwe (-28), au Botswana (-22), en Ouganda (-22) et au Nigéria (-21) (Figure 7).

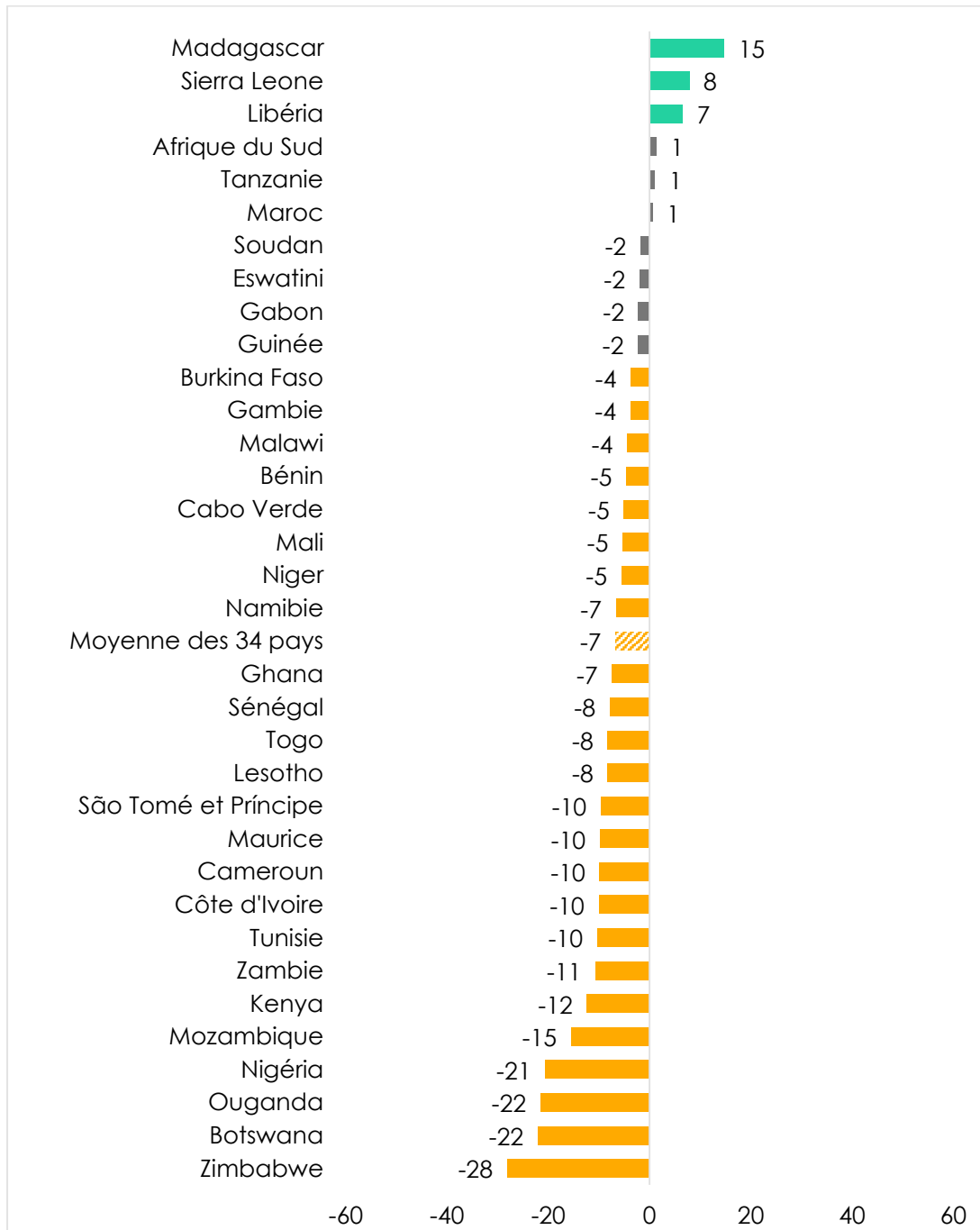
Une analyse exhaustive des facteurs nationaux et individuels susceptibles d'expliquer les régressions enregistrées dans la conscience des changements climatiques dépasse la portée de ce rapport. Il se peut que la conscience observée des changements climatiques reflète en partie l'expérience vécue par les gens – en personne ou à travers les médias – de l'évolution des conditions météorologiques. Dans ce cas, on pourrait s'attendre à ce que les répondants qui perçoivent des évolutions de la gravité des inondations et des sécheresses soient plus susceptibles d'être conscients des changements climatiques. La Figure 8 suggère un lien possible, puisque les personnes qui perçoivent une aggravation des inondations sont nettement plus susceptibles d'être conscientes des changements climatiques (57%) que les autres (48%-49%).

Il est crucial de noter que les personnes qui sont conscientes n'ont pas nécessairement une bonne connaissance de ces changements. Les répondants ne maîtrisent les changements climatiques que s'ils sont à la fois conscients des changements climatiques et conscients de leurs causes humaines.

Par conséquent, il est possible que la régression de la conscience des changements climatiques ne reflète pas une baisse de la connaissance des changements climatiques anthropiques, mais plutôt des expériences moins intenses ou moins récentes de conditions météorologiques extrêmes. En d'autres termes, les citoyens sondés dans le cadre du Round 9 au Zimbabwe, au Botswana et en Ouganda pourraient être moins « conscients des changements climatiques » parce qu'ils auraient connu des conditions météorologiques

moins extrêmes au cours des années précédant l'enquête, par rapport aux citoyens sondés dans le cadre du Round 7. Des recherches ultérieures pourraient combiner les données climatiques avec les données géo-référencées d'Afrobarometer en vue de vérifier cette possibilité.

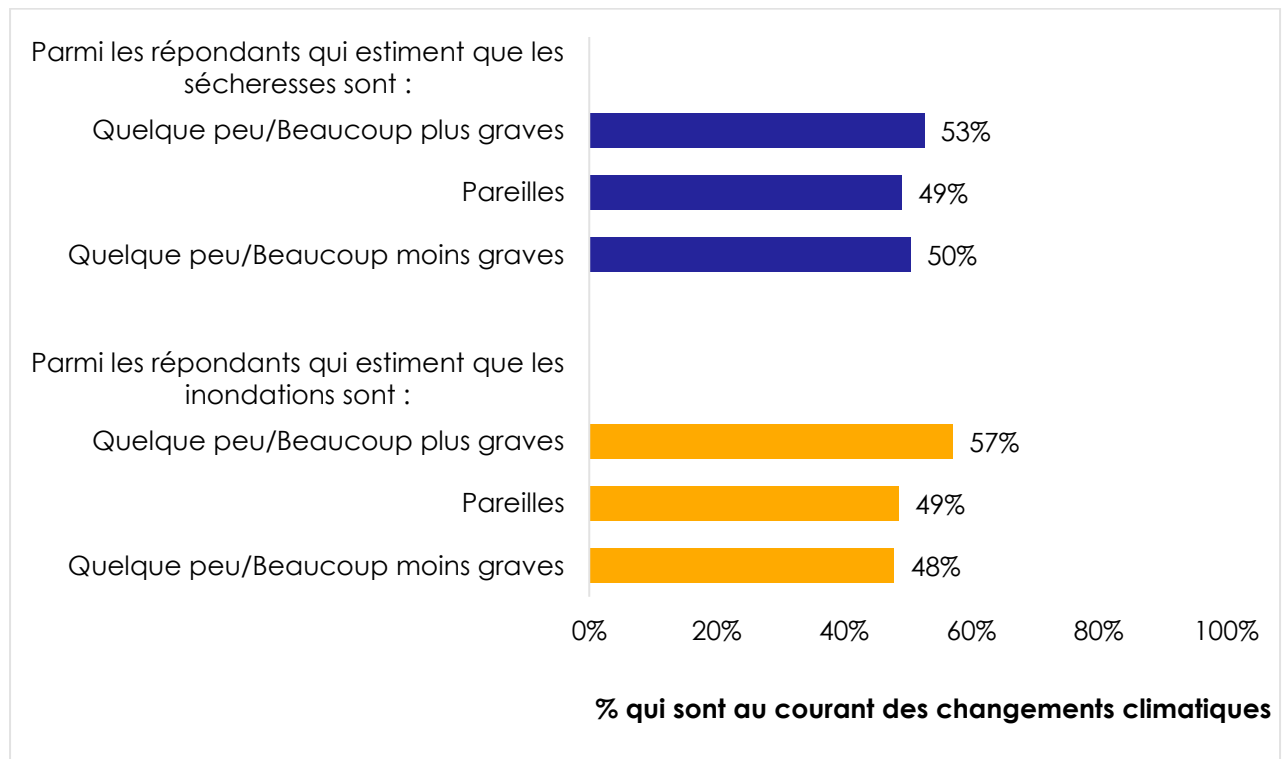
Figure 7 : Evolution de la conscience des changements climatiques | 34 pays*
 | 2016-2023



La figure montre la différence, en points de pourcentage, entre les enquêtes de 2016/2018 et 2021/2023 dans la proportion de personnes interrogées déclarant avoir entendu parler des changements climatiques.

* Outre les 32 pays représentés dans le graphique précédent, cela inclut Madagascar et São Tomé et Príncipe, qui ont été interrogés lors du Round 7 et du Round 9, mais pas lors du Round 8.

Figure 8 : Conscience des changements climatiques et gravité des sécheresses et inondations | 39 pays | 2021/2023



Questions posées aux répondants :

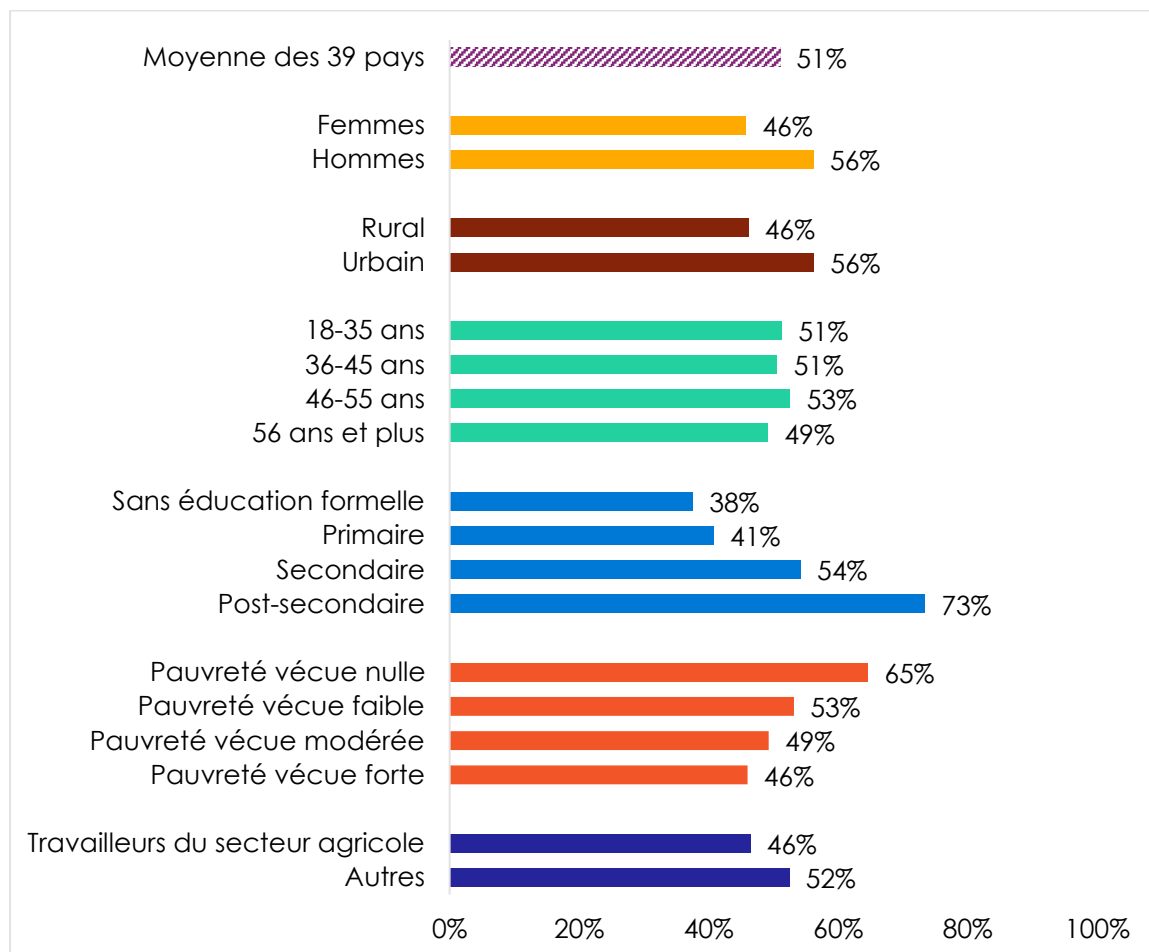
*D'après vos expériences, durant les 10 dernières années, y a-t-il eu des changements dans la gravité des éléments suivants dans la région où vous vivez ? Sont-ils devenus plus graves, moins graves, ou sont-ils demeurés pareils ?
 Avez-vous entendu parler des changements climatiques, ou n'en avez-vous pas encore eu la chance d'en entendre parler ?*

Il est important d'améliorer notre maîtrise des changements climatiques, au-delà de l'explication de l'évolution des profils climatiques au fil du temps. Si les personnes simplement conscientes des changements climatiques pourraient avoir tendance à faire face au climat et à ses effets sans planifier explicitement ou se concentrer strictement sur les changements climatiques d'origine humaine, les personnes ayant une bonne connaissance des changements climatiques sont plus susceptibles de mettre en œuvre des réponses transformatrices. Leur compréhension des risques associés aux changements climatiques éclaire leurs réponses aux changements climatiques actuels et futurs en termes d'adaptation et de mitigation des gaz à effet de serre (Simpson et al., 2021). Il est indispensable de renforcer la proportion des citoyens conscients des changements climatiques afin que leur niveau de maîtrise s'accroisse. Des niveaux de maîtrise plus élevés, à leur tour, sont indispensables à l'amélioration de la capacité des Africains à gérer efficacement les conséquences négatives des changements climatiques.

Les analyses précédentes d'Afrobarometer ont révélé que 69% des Africains conscients des changements climatiques maîtrisent également ces changements, et que l'éducation, le sexe et le milieu de résidence (urbain ou rural), entre autres facteurs, permettent de prédire la maîtrise de ce phénomène (Selormey, Dome, Essima, & Logan, 2019 ; Simpson et al., 2021 ; Ayanlade et al., 2023). Par conséquent, en savoir plus sur les personnes conscientes des changements climatiques permettra également d'obtenir des informations précieuses sur les personnes susceptibles de maîtriser les changements climatiques à l'avenir.

Même si les données du Round 9 ne nous permettent pas de mesurer la maîtrise des changements climatiques, nous nous servons des indicateurs prédictifs de la maîtrise des changements climatiques pour analyser les variations de leur niveau de conscience (Figure 9). Si l'on se concentre sur les caractéristiques démographiques des répondants, les plus grands écarts dans les niveaux de conscience des changements climatiques se situent au niveau des différents niveaux d'éducation : 38% seulement des répondants sans éducation formelle ont entendu parler des changements climatiques, tandis qu'il en va de même pour 73% des répondants qui ont fait des études post-secondaires. Nous observons également un clivage net entre les sexes (56% des hommes contre 46% des femmes), et les citadins et les répondants plus aisés affichent des niveaux de conscience plus élevés que les habitants des zones rurales et les répondants plus pauvres.

Figure 9 : Conscience des changements climatiques | par groupe démographique | 39 pays | 2021/2023

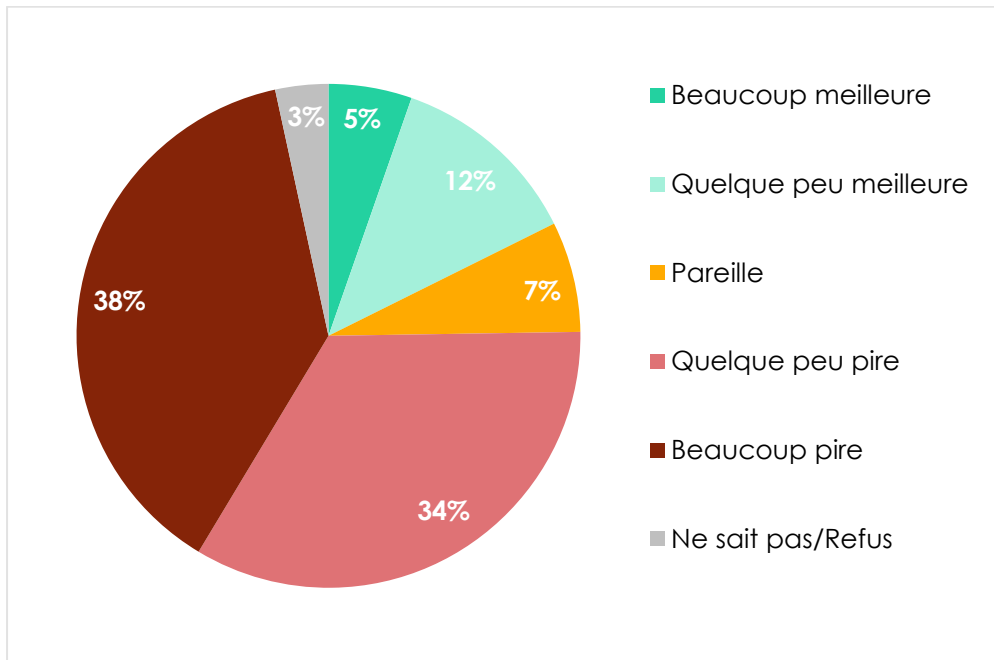


Question posée aux répondants : Avez-vous entendu parler des changements climatiques, ou n'en avez-vous pas encore eu la chance d'en entendre parler ? (% qui disent « oui »)

Effets des changements climatiques

Les hausses de température et les phénomènes météorologiques extrêmes provoqués par l'homme affectent les citoyens de diverses manières dans plusieurs régions d'Afrique. Parmi les Africains conscients des changements climatiques, presque trois quarts (72%) pensent que ces changements rendent leur vie « quelque peu plus difficile » (34%) ou « beaucoup plus difficile » (38%) (Figure 10).

Figure 10 : Effets des changements climatiques | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants qui ont déclaré avoir entendu parler des changements climatiques :
Pensez-vous que les changements climatiques affectent la vie au [pays] au point de la rendre meilleure ou pire, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (Les répondants qui n'avaient pas entendu parler des changements climatiques sont exclus.)

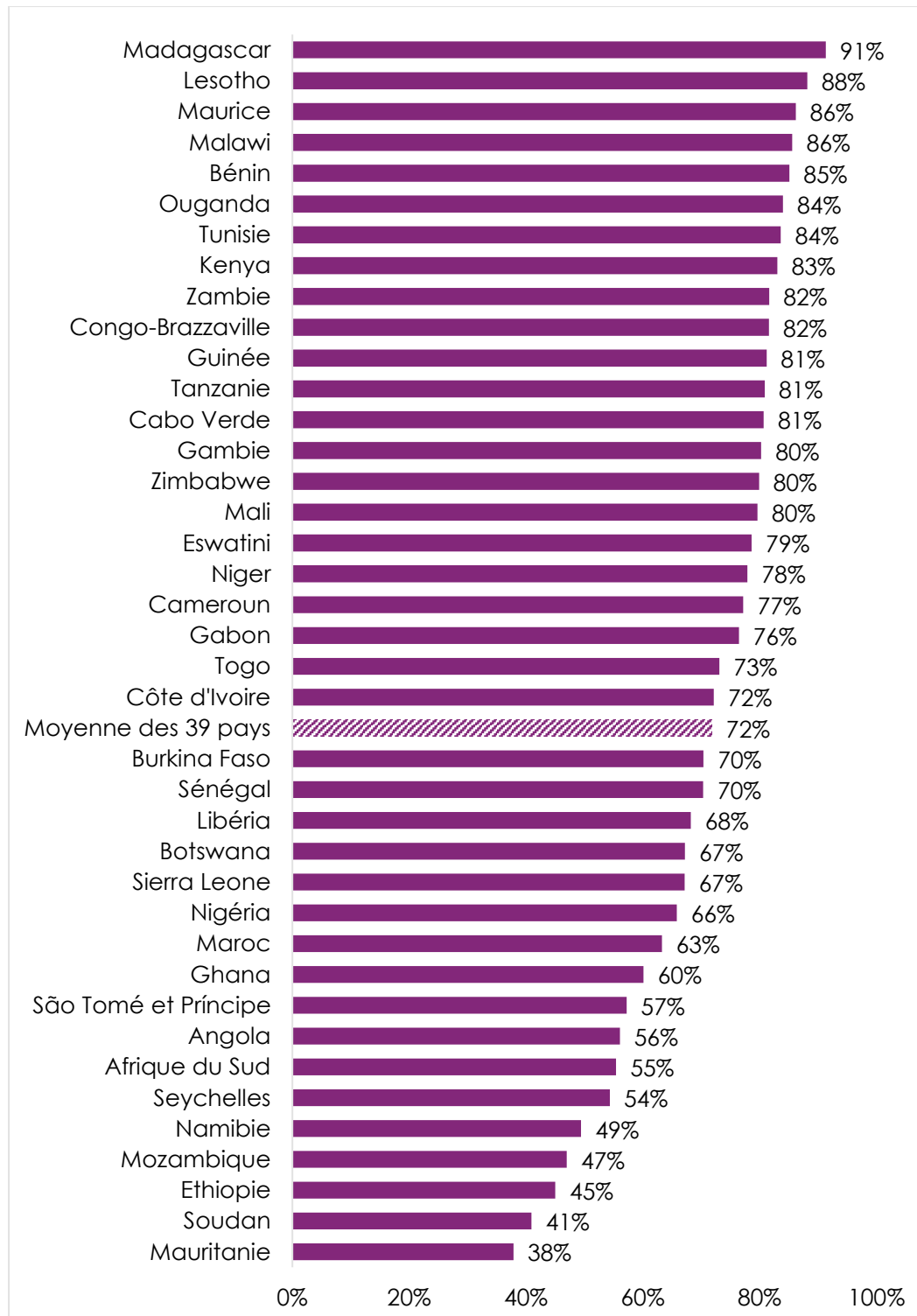
À Madagascar, 91% des citoyens affirment que les changements climatiques aggravent les conditions de vie. Quinze autres pays affichent un consensus de 80% ou plus. En revanche, moins de la moitié des répondants considèrent que les changements climatiques détériorent la vie en Namibie (49%), au Mozambique (47%), en Ethiopie (45%), au Soudan (41%) et en Mauritanie (38%) (Figure 11).

En moyenne, dans les 32 pays sondés tant en 2016/2018 qu'en 2021/2023, la proportion des répondants conscients des changements climatiques qui estiment qu'ils aggravent la vie s'est accrue de 6 points de pourcentage, y compris des hausses significatives dans 18 pays (Figure 12). Les hausses les plus importantes ont été observées au Maroc (+26 points de pourcentage), à Maurice (+25 points) et en Zambie (+24 points), tandis que la Namibie (-13 points), l'Ouganda (-9 points) et le Togo (-8 points) affichent les plus fortes régressions.

Les variations liées aux variables démographiques sont assez limitées, les résidents ruraux (75%) et les répondants les plus pauvres (74%) étant plus susceptibles de rapporter des effets négatifs que les citadins (69%) et les citoyens aisés (67%) (non illustré).

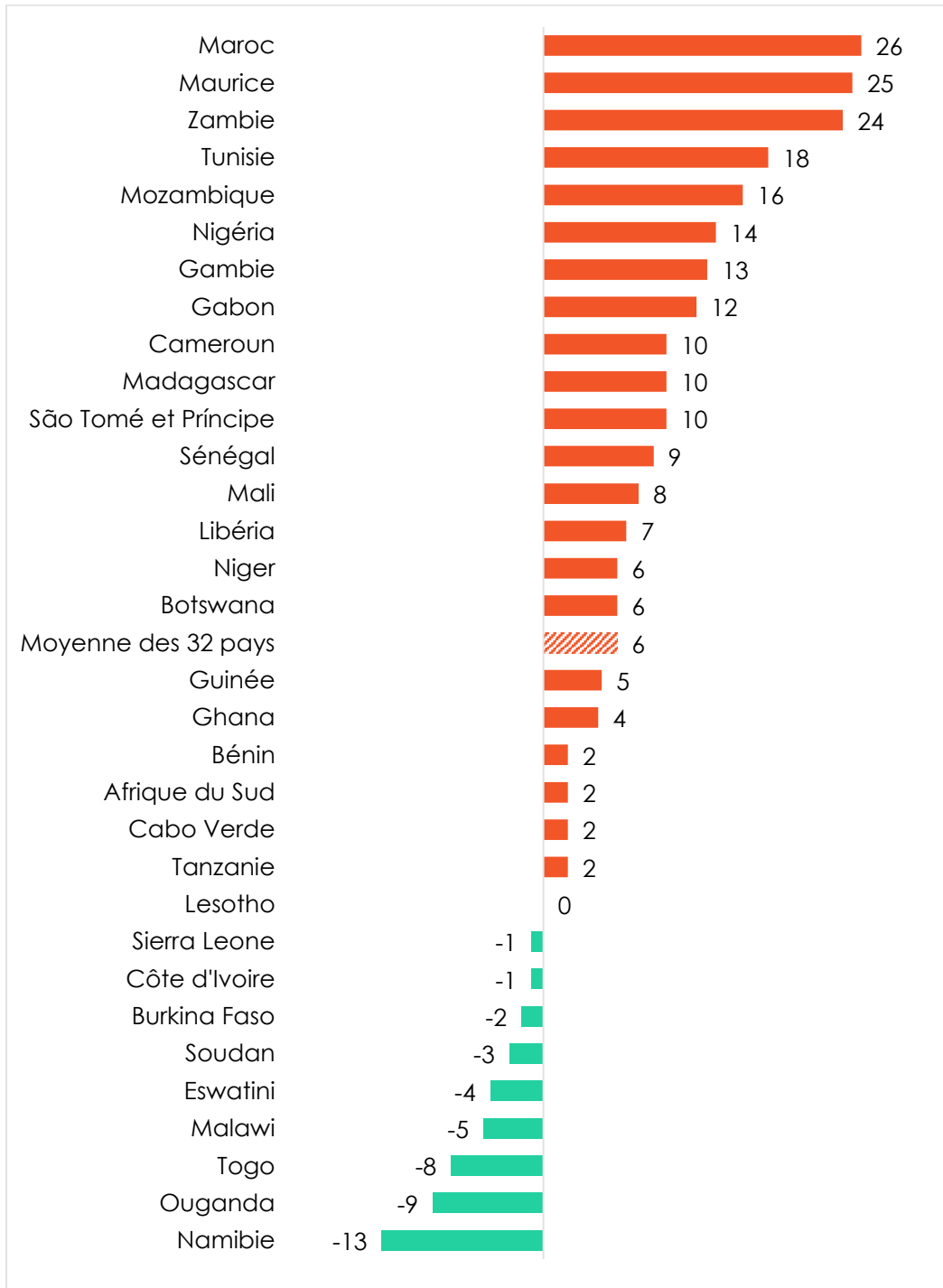
Une lecture optimiste de ces données suggère que la conscience des changements climatiques va de pair avec la compréhension du fait qu'ils détériorent la vie. C'est une bonne nouvelle, car la conscience est une composante importante d'une bonne compréhension des effets des changements climatiques sur les sociétés (c.-à-d. la maîtrise des changements climatiques). Cependant, il est important de rappeler que 51% seulement de tous les répondants – et des proportions plus faibles des répondants moins éduqués, pauvres, ruraux et de sexe féminin – sont conscients des changements climatiques, comme le montre la Figure 9 ci-dessus.

Figure 11 : Les changements climatiques rendent la vie pire | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants qui ont déclaré avoir entendu parler des changements climatiques :
 Pensez-vous que les changements climatiques affectent la vie au [pays] au point de la rendre meilleure ou pire, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% qui disent « quelque peu pire » ou « beaucoup pire ») (Les répondants qui n'avaient pas entendu parler des changements climatiques sont exclus.)

Figure 12 : Evolution de la perception que les changements climatiques rendent la vie pire | 32 pays* | 2016-2023



La figure montre la différence, en points de pourcentage, entre les enquêtes de 2016/2018 et 2021/2023 dans la proportion de répondants conscients des changements climatiques qui déclarent que les changements climatiques rendent la vie pire.

(Les répondants qui ne sont pas conscients des changements climatiques sont exclus.)

* La question n'a pas été posée au Kenya et au Zimbabwe lors du Round 7 (2016/2018).

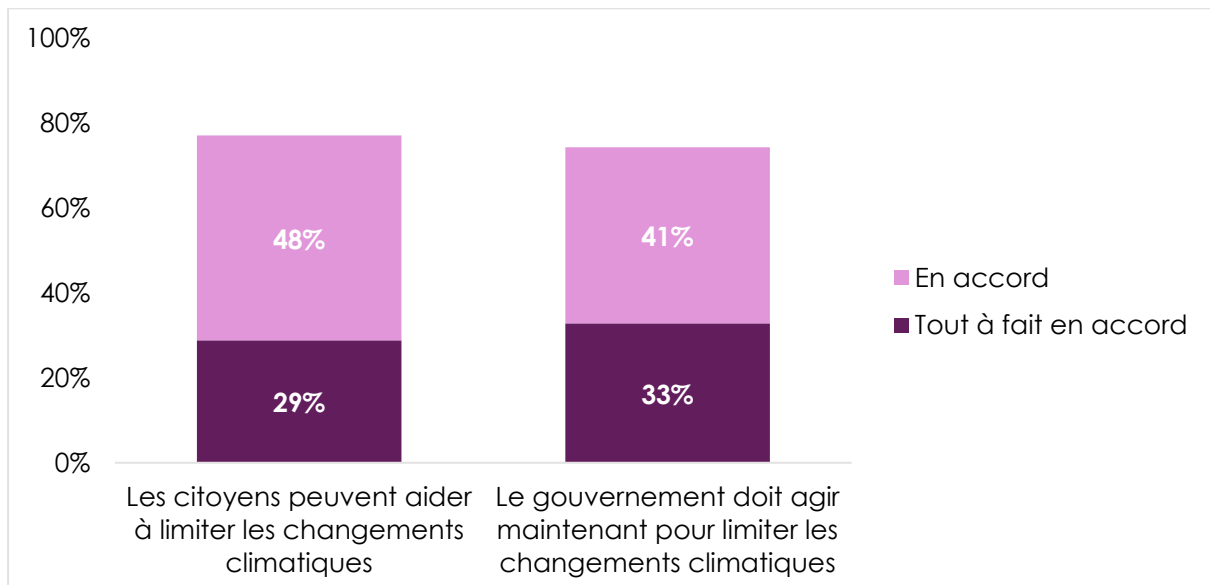
Lutte contre les changements climatiques

Les scientifiques ont démontré que les activités humaines qui entraînent une hausse de la concentration des gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère contribuent au réchauffement planétaire. Il est donc urgent d'agir pour réduire les émissions supplémentaires et la concentration de GES dans l'atmosphère. Il s'agit notamment d'investir dans les sources d'énergie renouvelable, telles que l'énergie solaire et éolienne, d'améliorer l'efficacité énergétique des habitations et des entreprises, de planter des arbres, qui absorbent le CO₂ de l'atmosphère, de réduire la dépendance à l'égard des voitures en marchant, en faisant du vélo ou en empruntant les transports publics, et de soutenir les politiques qui réduisent les émissions de GES. Si certaines de ces mesures peuvent être prises par des particuliers, des organisations et des entreprises, d'autres nécessitent une action collective sous l'égide des gouvernements.

Pour ce qui est de la réduction des facteurs responsables des changements climatiques, plus de trois quarts (77%) des répondants conscients des changements climatiques estiment que les citoyens lambda peuvent y contribuer (Figure 13). Ce point de vue est très homogène d'un groupe démographique à l'autre, les écarts ne dépassant pas 6 points de pourcentage (non illustré).

Une majorité tout aussi solide (74%) affirment que leur gouvernement doit agir maintenant pour atténuer les effets des changements climatiques, « même si ces mesures sont onéreuses ou si elles entraînent des pertes d'emplois ou d'autres dommages pour notre économie ». Cette opinion est majoritaire dans tous les pays sondés, avoisinant neuf citoyens sur 10 à Madagascar (89%), au Mali (89%), au Ghana (87%) et en Guinée (87%) (Figure 14). Le soutien à une action urgente du gouvernement tombe en dessous de deux tiers dans sept pays seulement : Le Maroc (63%), le Cabo Verde (63%), les Seychelles (63%), l'Afrique du Sud (63%), la Mauritanie (62%), l'Angola (61%) et le Gabon (54%).

Figure 13 : Limiter les changements climatiques | 39 pays | 2021/2023



Questions posées aux répondants qui ont déclaré avoir entendu parler des changements climatiques :

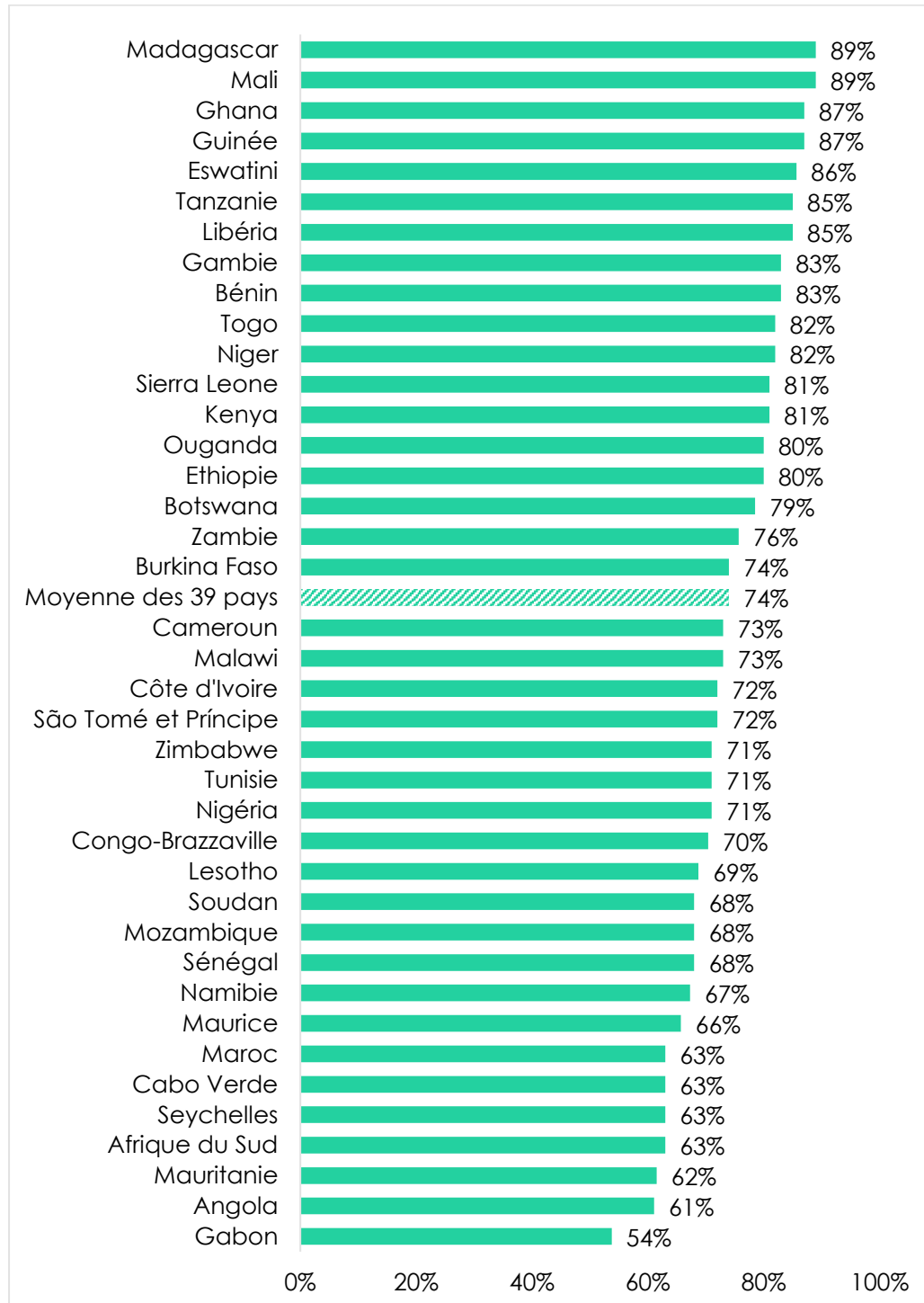
Pour chacune des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes en accord ou en désaccord :

Les citoyens ordinaires peuvent jouer un rôle dans la limitation des changements climatiques ?

Il est important que notre gouvernement prenne des mesures dès maintenant pour limiter les changements climatiques à l'avenir, même s'ils coûtent cher ou causent des pertes d'emplois ou d'autres dommages à notre économie ?

(Les répondants qui n'avaient pas entendu parler des changements climatiques sont exclus.)

Figure 14 : Le gouvernement doit agir maintenant contre les changements climatiques | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants qui ont déclaré avoir entendu parler des changements climatiques :

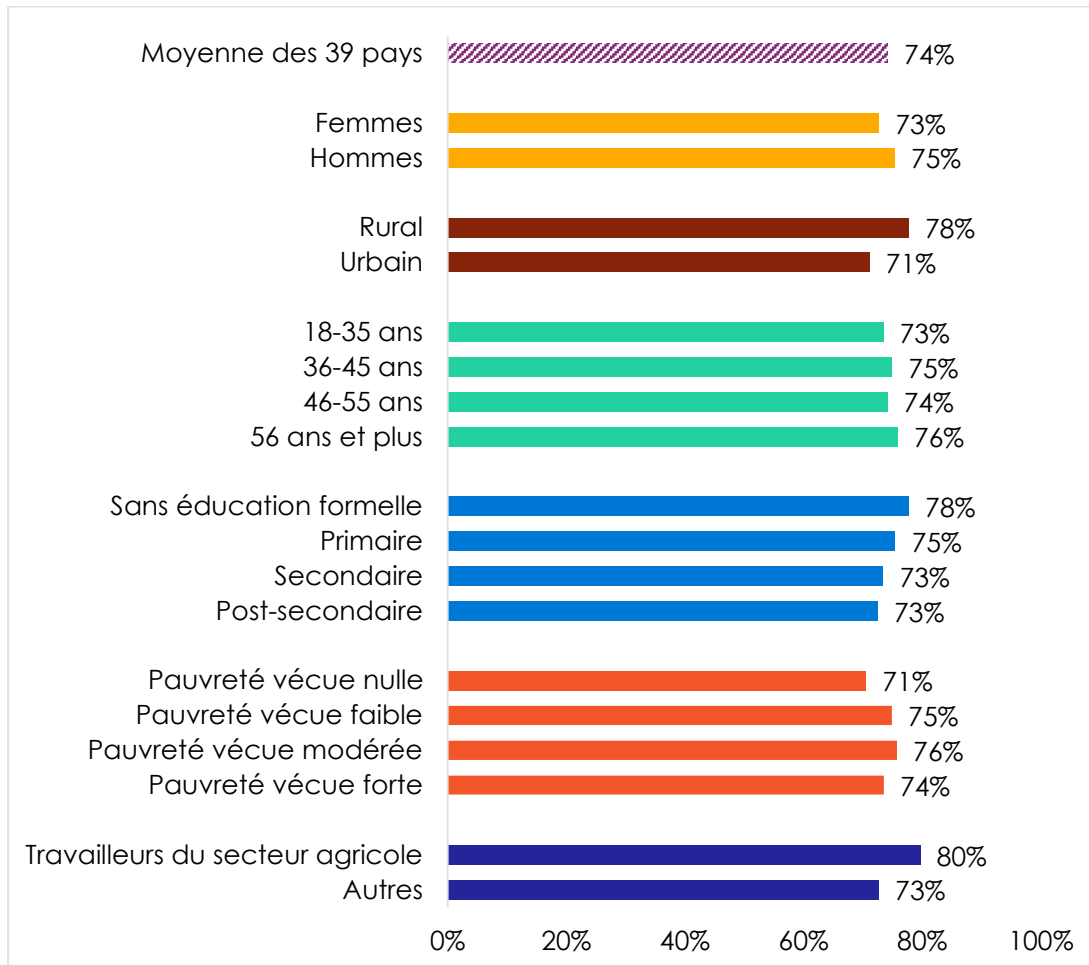
Pour l'affirmation suivante, veuillez me dire si vous êtes en accord ou en désaccord :

Il est important que notre gouvernement prenne des mesures dès maintenant pour limiter les changements climatiques à l'avenir, même s'ils coûtent cher ou causent des pertes d'emplois ou d'autres dommages à notre économie ? (% qui sont « en accord » ou « tout à fait en accord »)

(Les répondants qui n'avaient pas entendu parler des changements climatiques sont exclus.)

Les écarts entre les principaux groupes démographiques sont minimes, le soutien à l'action gouvernementale en faveur du climat étant particulièrement marqué chez les habitants des zones rurales (78%), les travailleurs agricoles (80%) et les répondants sans éducation formelle (78%) (Figure 15).

Figure 15 : Le gouvernement doit agir maintenant contre les changements climatiques | par groupe démographique | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants qui ont déclaré avoir entendu parler des changements climatiques :

Pour l'affirmation suivante, veuillez me dire si vous êtes en accord ou en désaccord :

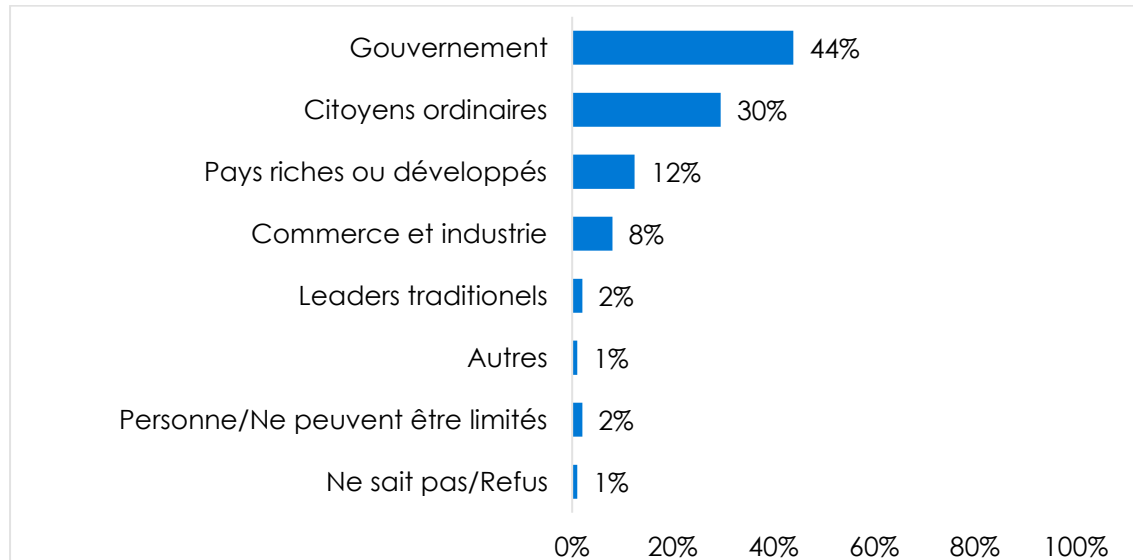
Il est important que notre gouvernement prenne des mesures dès maintenant pour limiter les changements climatiques à l'avenir, même s'ils coûtent cher ou causent des pertes d'emplois ou d'autres dommages à notre économie ? (% qui sont « en accord » ou « tout à fait en accord »)

(Les répondants qui n'avaient pas entendu parler des changements climatiques sont exclus.)

A la question de savoir qui devrait être le premier responsable de la lutte contre les changements climatiques et de la gestion de leur impact sur leur pays, les citoyens conscients des changements climatiques identifient clairement deux acteurs principaux : Les pouvoirs publics (44%) et leurs concitoyens (30%) (Figure 16).

En revanche, un citoyen seulement sur huit (12%) pense que les pays riches ou développés devraient être les premiers responsables de la lutte contre les changements climatiques, et ils sont encore moins nombreux à mentionner les entreprises et les industries (8%) ou les chefs traditionnels (2%).

Figure 16 : Qui est le premier responsable pour limiter les changements climatiques ?
 | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants qui ont déclaré avoir entendu parler des changements climatiques :
 À votre avis, qui devrait avoir la responsabilité première d'essayer de limiter les changements climatiques et de réduire leurs impacts ? (Les répondants qui n'avaient pas entendu parler des changements climatiques sont exclus.)

Toutefois, ces moyennes varient considérablement, comme le montre le Tableau 1. Par exemple, une forte majorité de plus de deux tiers des répondants considèrent que le gouvernement est le principal responsable au Nigéria (76%), au Libéria (75%), au Niger (71%) et en Gambie (69%), alors que ce n'est le cas que pour 16% des Seychellois et 20% des Tunisiens. Parallèlement, l'opinion selon laquelle les citoyens sont les premiers responsables de la lutte contre les changements climatiques est majoritaire à Madagascar (54%), mais rare au Maroc (10%), au Libéria (9%) et en Tunisie (4%).

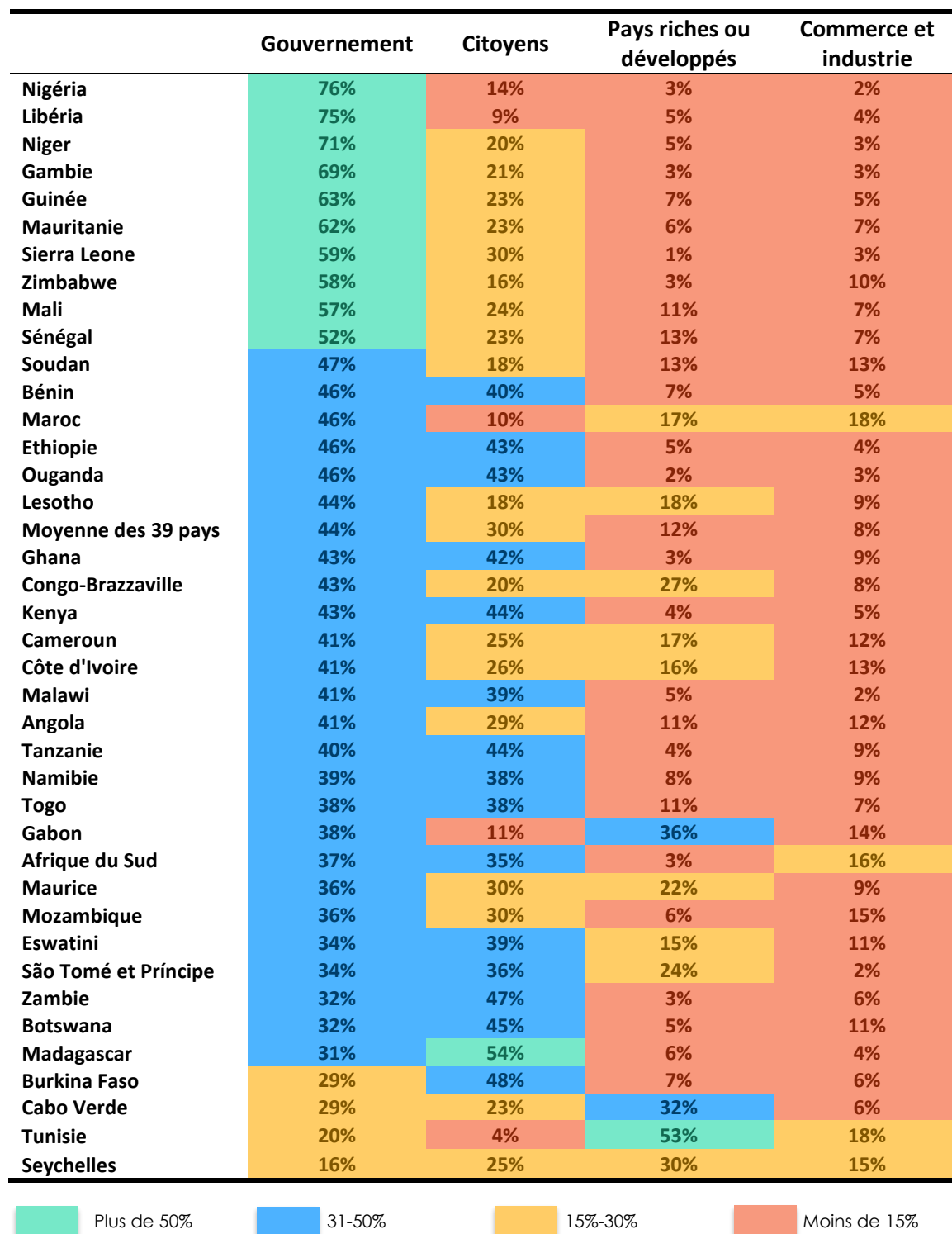
La Tunisie est le seul pays où la majorité (53%) des citoyens considèrent que les pays développés sont les premiers responsables de la lutte contre les changements climatiques, et où 18% seulement des citoyens considèrent que les entreprises et les industries sont les premiers responsables.

Même si les répondants soulignent le rôle des gouvernements et des citoyens lambda dans la lutte contre les changements climatiques, ils affirment que tout le monde pourrait faire mieux (Figure 17). Parmi les Africains conscients des changements climatiques, plus de trois quarts (77%) pensent que leur gouvernement doit faire « beaucoup plus » pour réduire les effets des changements climatiques, en plus des 15% qui disent qu'il doit faire « quelque peu plus » – ce qui fait que les attentes d'une plus grande action gouvernementale sont presque universelles (92%).

En outre, sept répondants sur 10 environ affirment que les pays développés (71%) et les entreprises (69%) doivent en faire « beaucoup plus » pour freiner les changements climatiques. Seul un répondant sur 20 (6% à 7%) estime que ces protagonistes en font « assez » pour lutter contre les changements climatiques.

En revanche, les répondants sont un peu plus indulgents à l'égard de leurs concitoyens : 55% estiment que les citoyens lambda devraient en faire « beaucoup plus », tandis que 30% pensent qu'ils devraient en faire « un peu plus ».

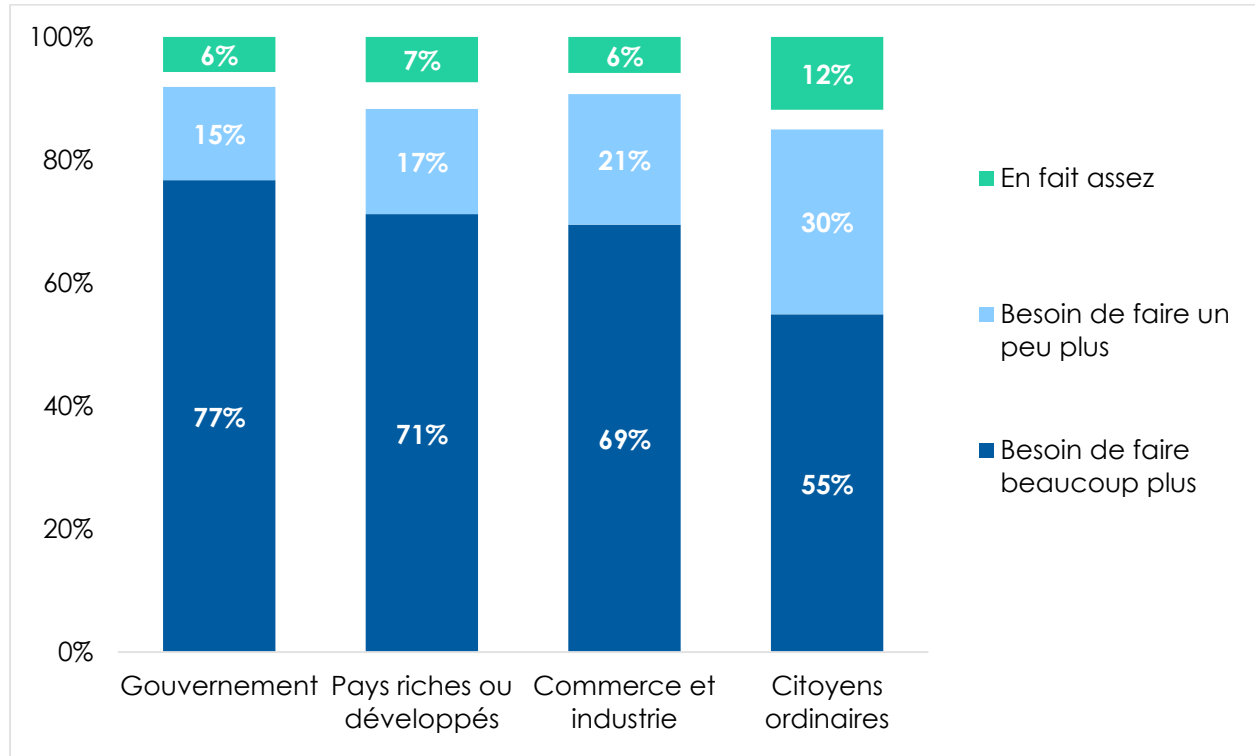
Tableau 1 : A qui revient la première responsabilité de limiter les changements climatiques ? | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants qui ont déclaré avoir entendu parler des changements climatiques :

À votre avis, qui devrait avoir la responsabilité première d'essayer de limiter les changements climatiques et de réduire leurs impacts ? (Les répondants qui n'avaient pas entendu parler des changements climatiques sont exclus.)

Figure 17 : Les parties prenantes en font-elles assez pour limiter les changements climatiques ? | 39 pays | 2021/2023



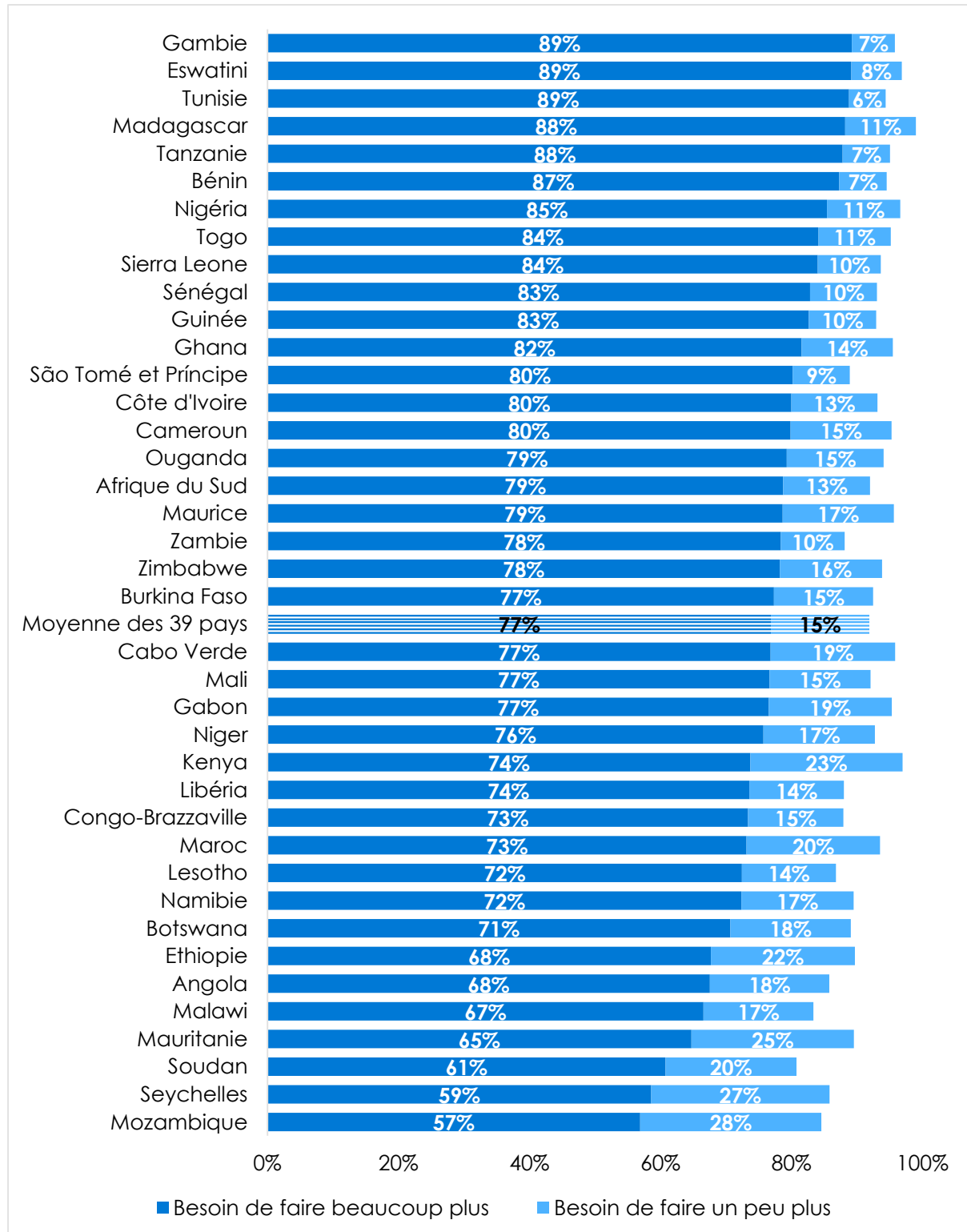
Questions posées aux répondants qui ont déclaré avoir entendu parler des changements climatiques :
 Pensez-vous que chacun des éléments suivants en fait assez pour limiter les changements climatiques, ou doit-il en faire plus, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour dire ? (Les répondants qui n'avaient pas entendu parler des changements climatiques sont exclus.)

L'appel à une action gouvernementale « beaucoup plus importante » est majoritairement soutenu dans tous les pays sondés, excédant les trois quarts des citoyens conscients des changements climatiques dans 25 des 39 pays (Figure 18). Presque neuf répondants sur 10 sont de cet avis en Gambie (89%), en Eswatini (89%), en Tunisie (89%), à Madagascar (88%) et en Tanzanie (88%).

Même dans les pays où la demande pour « beaucoup plus » d'initiatives gouvernementales est la plus faible – comme le Mozambique (57%), les Seychelles (59%) et le Soudan (61%) – le soutien pour au moins « un peu plus » d'actions en faveur du climat dépasse les 80%.

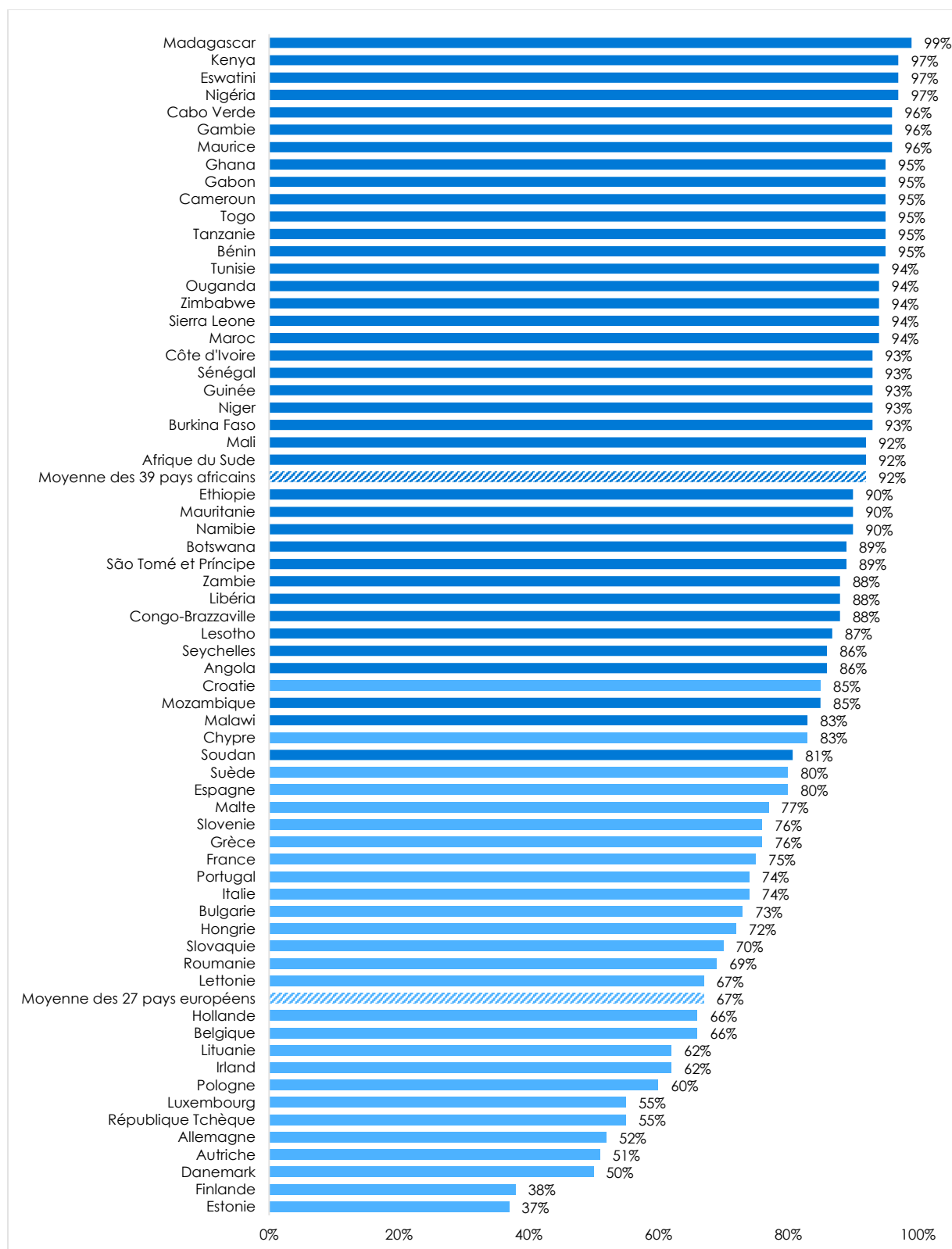
Grâce à des enquêtes d'opinion publique qui posent des questions similaires dans d'autres pays, nous pouvons placer les attentes des Africains vis-à-vis de leur gouvernement dans une perspective comparative plus large. En mai-juin 2023, Eurobarometer a demandé aux citoyens de 27 pays européens : « Pensez-vous que le gouvernement de [votre pays] en fait assez, pas assez ou trop pour lutter contre les changements climatiques ? » Même si cette question n'est pas identique à celle posée par Afrobarometer, les résultats nous permettent d'établir quelques comparaisons générales. La Figure 19 combine les options de réponse substantiellement similaires (Afrobarometer : « Besoin de faire un peu plus » et « Besoin de faire beaucoup plus » ; Eurobarometer : « N'a pas fait assez ») dans les 66 pays africains et européens.

Figure 18 : Le gouvernement doit faire plus pour lutter contre les changements climatiques | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants qui ont déclaré avoir entendu parler des changements climatiques :
 Pensez-vous que chacun des éléments suivants en fait assez pour limiter les changements climatiques, ou doit-il en faire plus, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour dire : Le gouvernement ? (Les répondants qui n'avaient pas entendu parler des changements climatiques sont exclus.)

Figure 19 : Le gouvernement doit faire plus pour lutter contre les changements climatiques | 66 pays d'Afrique et d'Europe | 2021/2023



Questions posée aux répondants : Pays africains (répondants qui ont déclaré avoir entendu parler des changements climatiques) : Pensez-vous que chacun des éléments suivants en fait assez pour limiter les changements climatiques, ou doit-il en faire plus, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour dire : Le gouvernement ? (% qui disent « besoin de faire un peu plus » ou « besoin de faire beaucoup plus »). Pays européens : Pensez-vous que le gouvernement [du pays] en fait assez, pas assez ou trop pour lutter contre les changements climatiques ? (% qui disent « pas assez »)

Note : Étant donné que ces questions ne sont pas identiques, les comparaisons intercontinentales doivent être considérées comme exploratoires, tandis que les comparaisons intracontinentales sont plus solides.

Bien que les résultats exacts doivent être traités avec prudence en raison des différences de formulation des questions, nous pouvons néanmoins faire deux observations intéressantes. Premièrement, les moyennes continentales suggèrent que des majorités nettes de citoyens sur les deux continents souhaitent que leurs gouvernements fassent davantage pour lutter contre les changements climatiques (92% en Afrique, 67% en Europe). Ensuite, les répondants de la quasi-totalité des pays africains attendent plus que les Européens des mesures supplémentaires de la part de leur gouvernement en matière de climat. Seuls le Malawi (83%) et le Soudan (81%) affichent des attentes moins élevées que la Croatie (85%), le pays européen dans lequel la plus grande partie des citoyens attendent davantage d'actions de la part de leur gouvernement. Ces disparités pourraient refléter un certain nombre de facteurs, notamment 1) le fait que les pays africains sont généralement plus directement vulnérables que les pays européens aux effets des changements climatiques ; 2) le fait que certains pays européens ont déjà pris des mesures très médiatisées pour lutter contre les changements climatiques ; et 3) le fait qu'en excluant les répondants qui n'avaient pas entendu parler des changements climatiques, les résultats d'Afrobarometer se concentrent sur les citoyens les plus engagés, qui sont peut-être plus susceptibles d'exiger une action gouvernementale. Mais il est clair que les Africains conscients ne sont pas à la traîne dans leur exigence d'une action urgente.

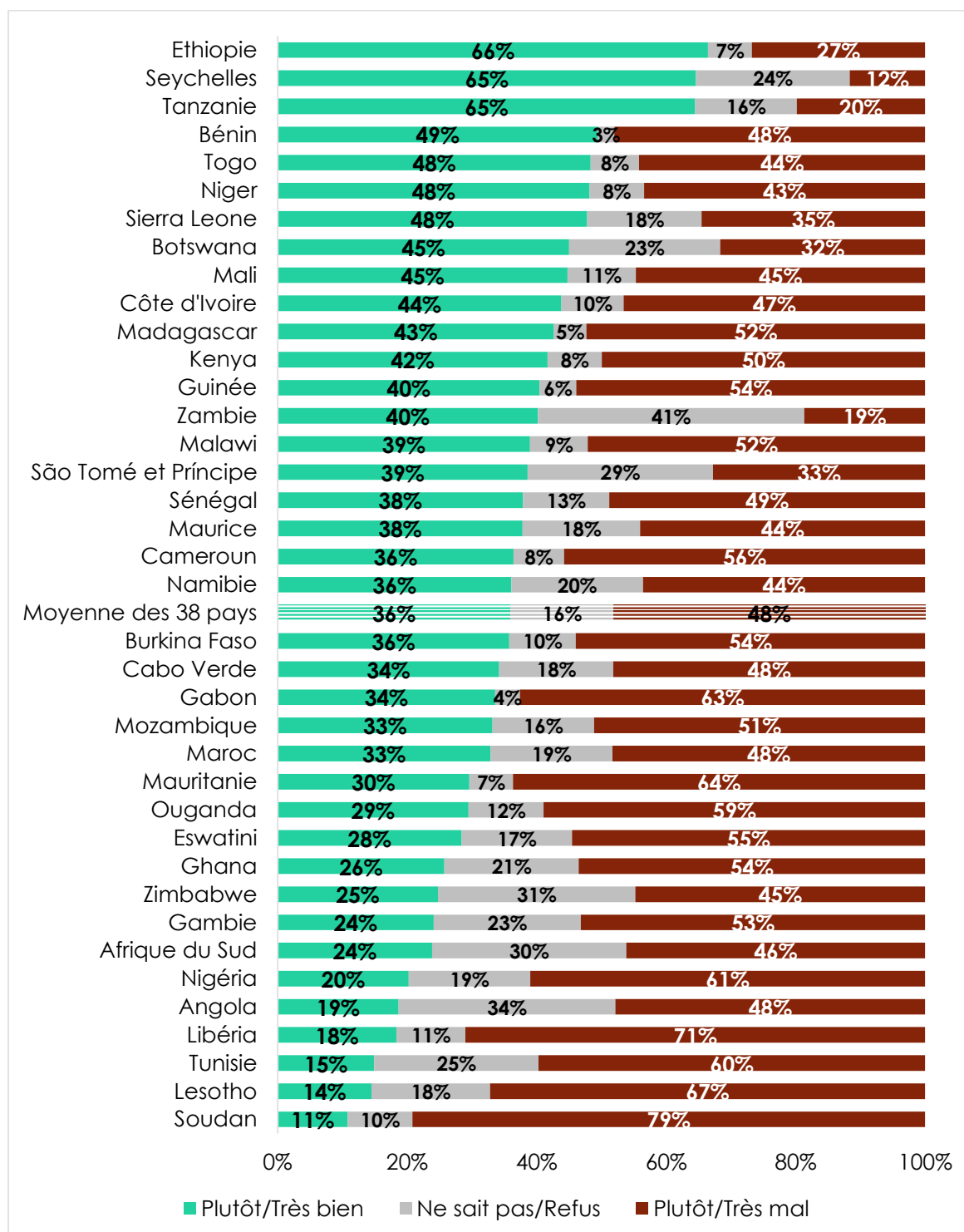
Bilan gouvernemental de la lutte contre les changements climatiques

Les gouvernements africains sont confrontés à de nombreux défis dans la lutte contre les changements climatiques. D'une part, les pays doivent accroître la production d'énergie à partir de sources renouvelables telles que le vent, le soleil et l'eau. Cette intensification est en cours. Les investissements dans les énergies renouvelables croissent rapidement et présentent un potentiel important pour la transition vers un avenir à faible émission de carbone. Par exemple, le Kenya produit déjà plus de 93% de son électricité à partir de sources renouvelables (McCarthy & Atkins, 2023), tandis que l'hydroélectricité représente au moins 80% de la production d'électricité en République Démocratique du Congo, en Ethiopie, au Malawi, au Mozambique, en Ouganda et en Zambie (Falchetta, 2023). Si le continent dispose d'un potentiel bien plus important qui pourrait être exploité grâce aux efforts d'investissement des gouvernements et du secteur privé, les changements dans les régimes de précipitations et la hausse des températures pourraient également compromettre la sécurité de ces investissements (Falchetta, 2023 ; Malley, 2023).

D'autre part, les pays africains étant plus vulnérables aux effets des changements climatiques, il est essentiel qu'ils améliorent leur résilience face à ces effets. Les systèmes d'irrigation, par exemple, sont une composante essentielle des efforts visant à minimiser les conséquences négatives des pluies saisonnières qui deviennent plus irrégulières et moins fréquentes en raison des changements climatiques (Fleshman, 2007). En outre, les systèmes d'irrigation existants devraient être modernisés afin de maintenir un approvisionnement fiable en eau en cas de graves sécheresses à l'avenir (Ford, 2022). Ces efforts doivent toutefois être mis en balance avec de nombreux autres besoins urgents, tels que la résorption du chômage, la lutte contre la faim et la promotion d'une bonne santé (Coulibaly, Silwé, & Logan, 2018).

Compte tenu de ces défis, il n'est peut-être pas surprenant qu'un tiers seulement (36%) des Africains affirment que leur gouvernement combat « plutôt bien » ou « très bien » les changements climatiques (Figure 20). Seuls trois pays enregistrent une approbation majoritaire de la performance de leur gouvernement : L'Ethiopie (66%), les Seychelles (65%) et la Tanzanie (65%). En revanche, moins d'un citoyen sur cinq sont de cet avis en Angola (19%), au Libéria (18%), en Tunisie (15%), au Lesotho (14%) et au Soudan (11%).

Figure 20 : Performance du gouvernement dans la lutte contre les changements climatiques | 38 pays* | 2021/2023

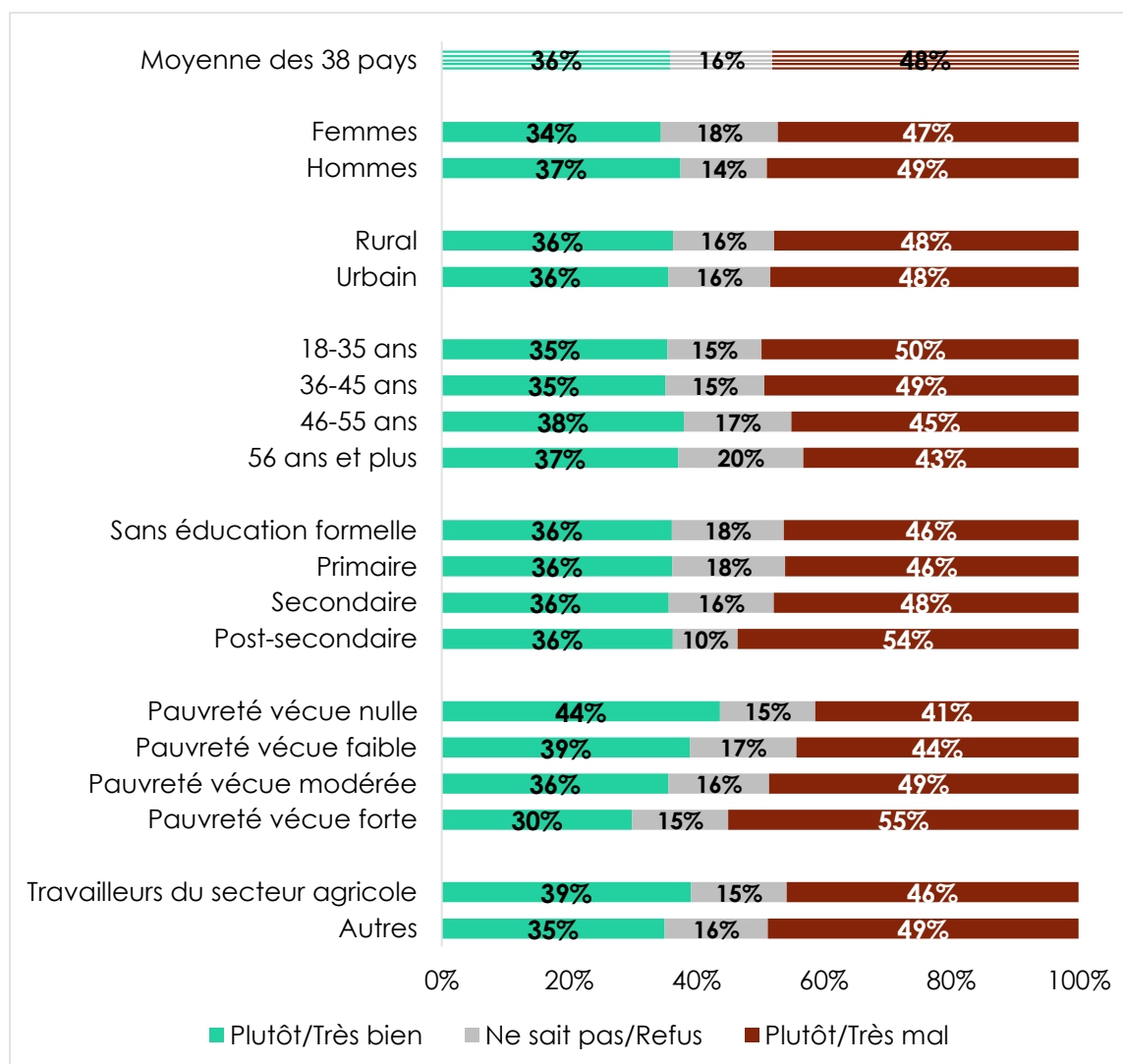


Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la résolution du problème des changements climatiques, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

* Cette question n'a pas été posée au Congo-Brazzaville. En réponse à une question spécifique au pays sur la manière dont le gouvernement gère les problèmes liés aux inondations et à l'érosion, 84% des Congolais qualifient ses performances de « assez » ou de « très » mauvaises.

Les faibles niveaux d'approbation des efforts gouvernementaux par les citoyens se retrouvent dans toutes les tranches d'âge, tous les sexes, toutes les zones urbaines et rurales et tous les niveaux d'éducation (Figure 21). Cependant, les personnes les plus démunies sur le plan matériel sont moins susceptibles d'approuver les efforts gouvernementaux de lutte contre les changements climatiques que leurs concitoyens plus aisés (30% contre 36%-40%).

Figure 21 : Performance du gouvernement dans la gestion des changements climatiques | par groupe démographique | 38 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la résolution du problème des changements climatiques, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Conclusion

Les Africains ont subi de lourdes pertes imputables aux changements climatiques provoqués par l'homme, des pénuries d'eau et de la réduction de la production alimentaire à la perte de vies humaines et au ralentissement de la croissance économique. Ces pertes risquent de se multiplier (Triso et al., 2023). Compte tenu des conséquences négatives observées et annoncées des changements climatiques, les mesures visant à limiter et à atténuer leurs effets sont une question de vie ou de mort.

Parmi les Africains conscients des changements climatiques, l'appel à une telle action est fort et clair : La plupart disent que les changements climatiques aggravent les conditions de vie, et la plupart demandent « beaucoup plus » d'efforts de la part de leurs pairs, du secteur privé, des pays développés et, surtout, de leurs gouvernements – même si cela représente pour eux une charge économique considérable. Ils considèrent clairement les changements climatiques comme un enjeu planétaire commun.

Pourtant, la moitié des Africains n'ont toujours pas conscience des changements climatiques. En Tanzanie, en Mauritanie, au Nigéria, au Botswana et en Tunisie, moins d'un tiers des adultes ont entendu parler de ce phénomène. La conscience est particulièrement faible chez les personnes pauvres et peu éduquées, les résidents ruraux et les femmes. Un tel manque de conscience des changements climatiques – et, à partir de cette conscience, de maîtrise des changements climatiques – fait qu'il est particulièrement difficile pour les gouvernements d'élaborer et mettre en œuvre des mesures d'adaptation éclairées et porteuses de changement.

Les changements climatiques sont un problème trop important et trop complexe pour être abordé par un seul acteur, fût-il le gouvernement. Il est essentiel de développer une compréhension commune des causes des changements climatiques et de l'importance du développement de stratégies d'adaptation efficaces. Il importe de renforcer la conscience des changements climatiques et la maîtrise de ces phénomènes chez les personnes dont la capacité d'adaptation est la plus faible. Pour ce faire, l'éducation formelle et l'amélioration de l'accès à l'information seront essentielles (Simpson et al., 2021).

Les avantages de la conscience des changements climatiques s'étendent largement. Par exemple, si les femmes africaines sont en moyenne moins conscientes que les hommes des changements climatiques, les chercheurs ont constaté qu'elles sont plus susceptibles d'adopter des cultures résistantes au climat quand elles ont conscience des changements climatiques et d'options d'adaptation pertinentes (Acevedo et al., 2020 ; Twyman et al., 2014). De même, la conscience des changements climatiques peut avoir une incidence positive sur d'autres interventions des pouvoirs publics, comme la capacité des systèmes de santé à alerter sur les menaces environnementales (par exemple, l'augmentation de la charge de morbidité due à des événements ou à des changements climatiques) et à offrir du soutien (par exemple, des interventions de rafraîchissement pour les femmes enceintes et les nourrissons en cas de chaleur extrême) (Cherisch, 2023; Mash & Lokotola, 2023).

De manière plus générale, les avancées relatives à la conscience des changements climatiques ont le potentiel de compléter les pratiques locales (Hurlbert et al., 2019) et, en partenariat avec des interventions gouvernementales réfléchies, d'aboutir à une adaptation plus éclairée aux changements climatiques sur le continent.

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter
notre outil d'analyse en ligne au
www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

- Acevedo, M., Pixley, K., Zinyengere, N., Meng, S., Tufan, H., Cichy, K., Bizikova, L., Isaacs, K., Ghezzi-Kopel, K., & Porciello, J. (2020). A scoping review of adoption of climate-resilient crops by small-scale producers in low- and middle-income countries. *Nature Plants*, 6(10), 1231-1241.
- Ayanlade, A., Smucker, T. A., Nyasimi, M., Sterly, H., Weldemariam, L. F., & Simpson, N. P. (2023). Complex climate change risk and emerging directions for vulnerability research in Africa. *Climate Risk Management*, 40, 100497.
- Cherisch, M. (2023). Why mothers and babies will suffer more as Africa grows hotter. Conversation. 7 septembre.
- Coulibaly, M., Silwé, K. S., & Logan, C. (2018). Faire le point : Priorités et appréciations des citoyens, trois ans après le début des ODD. Document de Politique No. 51 d'Afrobarometer.
- Davies, R. (2022). Mozambique – death toll from cyclone Gombe rises to more than 50. Flood List. 21 mars.
- Falchetta, G. (2023). Climate change will affect hydropower: African countries must be prepared. Conversation. 4 septembre.
- Fleshman, M. (2007). Climate change: Africa gets ready. Africa Renewal. Juillet.
- Ford, A. (2022). How can we help vulnerable people to adapt to climate change? London School of Economics and Political Science. 15 mars.
- Global Center on Adaptation. (2023). Africa's adaptation transformation: Doubling down through Africa adaptation acceleration program (AAAP) compacts.
- Gu, D., Gerland, P., Pelletier, F., & Cohen, B. (2015). Risks of exposure and vulnerability to natural disasters at the city level: A global overview. Département des Affaires Economiques et Sociales des Nations Unies, Division de la Population. Document Technique No. 2015/2.
- Hurlbert, M., Krishnaswamy, J., Davin, E., Johnson, F. X., Mena, C. F., Morton, J., Myeong, S., Viner, D., Warner, K., Wreford, A., Zakieldean, S., & Zommers, Z. (2019). Chapter 7: Risk management and decision making in relation to sustainable development. Dans P. R. Shukla, J. Skea, E. Calvo Buendia, V. Masson-Delmotte, H.-O. Pörtner, D. C. Roberts, P. Zhai, R. Slade, S. Connors, R. van Diemen, M. Ferrat, E. Haughey, S. Luz, S. Neogi, M. Pathak, J. Petzold, J. Portugal Pereira, P. Vyas, E. Huntley, K. Kissick, M. Belkacemi, & J. Malley (Réd.), *Climate Change and Land: An IPCC Special Report on Climate Change, Desertification, Land Degradation, Sustainable Land Management, Food Security, and Greenhouse Gas Fluxes in Terrestrial Ecosystems*.
<https://doi.org/10.1017/9781009157988.009>.
- Malley, C. (2023). Zimbabwe's climate action plan: A win for the environment, health and energy. Conversation. 3 septembre.
- Mash, B., & Lokotola, C. L. (2023). Five questions for African countries that want to build climate-resilient health systems. Conversation. 25 juin.
- Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue resurgit. Document de Politique No. 84 d'Afrobarometer.
- McCarthy, E., & Atkins, K. (2023). African countries are scaling up the fight against climate change. Official Monetary and Financial Institutions Forum. 14 février.
- Notre Dame Global Adaptation Initiative. (2023). Notre Dame global adaptation initiative rankings.
- OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economiques). (2023). Climate finance and the USD 100 billion goal.

- Organisation Météorologique Mondiale. (2023). Africa suffers disproportionately from climate change. 4 septembre.
- Ranasinghe, R., Ruane, A. C., Vautard, R., Arnell, N., Coppola, E., Cruz, F. A., Dessai, S., Islam, A. S., Rahimi, M., Ruiz Carrascal, D., Sillmann, J., Sylla, M. B., Tebaldi, C., Wang, W., & Zaaboul, R., (2023). Climate change information for regional impact and for risk assessment. Dans V. Masson-Delmotte, P. Zhai, A. Pirani, S. L. Connors, C. Péan, Y. Chen, L. Goldfarb, M. I. Gomis, J. B. R. Matthews, S. Berger, M. Huang, O. Yelekçi, R. Yu, B. Zhou, E. Lonnoy, T. K. Maycock, T. Waterfield, K. Leitzell, N. Caud (Réd.), *Climate change 2021: The physical science basis* (pp. 1767-19261). Première édition. Cambridge, Royaume-Uni et New York: Cambridge University Press. 10.1017/9781009157896.014.
- Selormey, E. E., Dome, M. Z., Essima, L. O., & Logan, C. (2019). Changements à venir : Expérience et connaissance des changements climatiques en Afrique. Document de Politique No. 60 d'Afrobarometer.
- Simpson, N. P., Andrews, T. M., Krönke, M., Lennard, C., Odoulami, R. C., Ouweneel, B., Steynor, A., & Trisos, C. H. (2021). Climate change literacy in Africa. *Nature Climate Change*, (11), 937-944.
- Sommet Africain sur le Climat. (2023). (2023). The African leaders Nairobi declaration on climate change and call to action - Africa climate summit 2023.
- Stringer, L. C., Dhakal, S., Milkoreit, M., Mendoza, C., Mukherji, A., Shishlov, I., Fisher, S., Simpson, N. P., & Schleussner, C. F. (2023). Ratcheting up effectiveness to improve the global stocktake process. *One Earth*, 6(9), 1069-1073.
- Trisos, C. H., Adelekan, I. O., Totin, E., Ayanlade, A. Efitre, J., Gameda, A., Kalaba, K., Lennard, C., Masao, C., Mgaya, Y., Ngaruiya, G., Olago, D., Simpson, N. P., Zakieldean, S. (2023) Chapter 9: Africa. In H.-O. Pörtner, D. C. Roberts, M. Tignor et al. (Eds), *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability* (pp. 1285-1455). Sixième Rapport d'Evaluation du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat. Royaume-Uni et New York: Cambridge University Press.
- Twyman, J., Green, M., Bernier, Q., Kristjanson, P., Russo, S., Tall, A., Ampaire, E., Nyasimi, M., Mango, J., McKune, S., Mwongera, C., & Ndourba, Y. (2014). Adaptation actions in Africa: Evidence that gender matters. Document de Travail No. 83, Programme de Recherche du CGIAR sur le Changement Climatique, l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire.

Annexe

Tableau A.1 : Dates des travaux de terrain du Round 9 d'Afrobarometer et des rounds précédents

Pays	Travaux de terrain du Round 9	Rounds d'enquêtes précédents
Afrique du Sud	Nov.-déc. 2022	2000, 2002, 2006, 2008, 2011, 2015, 2018, 2021
Angola	Fév.-mars 2022	2019
Bénin	Janv. 2022	2005, 2008, 2011, 2014, 2017, 2020
Botswana	Juin-juillet 2022	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
Burkina Faso	Sept.-oct. 2022	2008, 2012, 2015, 2017, 2019
Cabo Verde	Juillet-août 2022	2002, 2005, 2008, 2011, 2014, 2017, 2019
Cameroun	Mars 2022	2013, 2015, 2018, 2021
Congo-Brazzaville	Juin-juillet 2023	NA
Côte d'Ivoire	Nov.-déc. 2021	2013, 2014, 2017, 2019
Eswatini	Oct.-nov. 2022	2013, 2015, 2018, 2021
Ethiopie	Mai-juin 2023	2013, 2020
Gabon	Nov.-déc. 2021	2015, 2017, 2020
Gambie	Août-sept. 2022	2018, 2021
Ghana	Avril 2022	1999, 2002, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
Guinée	Août 2022	2013, 2015, 2017, 2019
Kenya	Nov.-déc. 2021	2003, 2005, 2008, 2011, 2014, 2016, 2019
Lesotho	Fév.-mars 2022	2000, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2020
Libéria	Août-sept. 2022	2008, 2012, 2015, 2018, 2020
Madagascar	Avril-mai 2022	2005, 2008, 2013, 2015, 2018
Malawi	Fév. 2022	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
Mali	Juillet 2022	2001, 2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017, 2020
Maroc	Août-sept. 2022	2013, 2015, 2018, 2020
Maurice	Mars 2022	2012, 2014, 2017, 2020
Mauritanie	Nov. 2022	NA
Mozambique	Oct.-nov. 2022	2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2018, 2021
Namibie	Oct.-nov. 2021	1999, 2003, 2006, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
Niger	Juin 2022	2013, 2015, 2018, 2020
Nigéria	Mars 2022	2000, 2003, 2005, 2008, 2013, 2015, 2017, 2020
Ouganda	Janv. 2022	2000, 2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2017, 2019
São Tomé et Príncipe	Déc. 2022	2015, 2018
Sénégal	Mai-juin 2022	2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017, 2021
Seychelles	Déc. 2022	NA
Sierra Leone	Juin-juillet 2022	2012, 2015, 2018, 2020
Soudan	Nov.-déc. 2022	2013, 2015, 2018, 2021
Tanzanie	Sept.-oct. 2022	2001, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2021
Togo	Mars 2022	2012, 2014, 2017, 2021
Tunisie	Fév.-mars 2022	2013, 2015, 2018, 2020
Zambie	Août-sept. 2022	1999, 2003, 2005, 2009, 2013, 2014, 2017, 2020
Zimbabwe	Mars-avril 2022	1999, 2004, 2005, 2009, 2012, 2014, 2017, 2021

Alfred Kwadzo Torsu est chercheur à l'unité d'analyse d'Afrobarometer.
Email : atorsu@afrobarometer.org.

Matthias Krönke est chercheur à l'unité d'analyse d'Afrobarometer.
Email : mkroenke@afrobarometer.org.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations – Africa, de Luminare, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, de la Banque Mondiale, du Ministère des Affaires Etrangères du Finlande, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de l'Ambassade de la Suède au Zimbabwe, du Centre Mondial du Pluralisme et de GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 717 d'Afrobarometer | 16 octobre 2023